

Zeitschrift: Zeitschrift für schweizerische Geschichte = Revue d'histoire suisse
Band: 29 (1949)
Heft: 1

Buchbesprechung: Einzelbesprechungen = Comptes rendus

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Einzelbesprechungen — Comptes rendus

FERDINAND LOT, *Naissance de la France*, Les Grandes Etudes Historiques. Librairie Arthème Fayard, Paris 1948. 863 pages in-8°.

L'importance et la valeur de la nouvelle œuvre du maître de l'érudition française qu'est M. Ferdinand Lot ne peuvent être ignorées des lecteurs de la *Revue*. S'il n'est pas possible de lui consacrer ici le compte rendu détaillé qu'elle mériterait et qui du reste serait hérissé de difficultés, tant son contenu est dense et les problèmes abordés complexes, il faut saluer avec respect et reconnaissance la *Naissance de la France* qui, dans la collection Arthème Fayard fait suite à *La Gaule*, parue en 1947.

L'historiographie moderne du haut moyen âge est peuplée des travaux originaux de M. Ferdinand Lot. Cela indique d'emblée l'autorité d'un tel auteur, lorsqu'il présente un tableau d'ensemble des époques mérovingienne et carolingienne, jusqu'à l'avènement des Capétiens, le règne d'Hugues Capet et l'an mil.

Le texte rédigé pour un grand public ne comporte pas de notes. Mais les sources y sont constamment présentés, commentés avec une rare pénétration critique, et les problèmes apparaissent saisissants dans un exposé où les jugements s'entourent des preuves les plus convaincantes. La documentation demeure donc toujours accessible et les dix-neuf pages de la «bibliographie choisie» font de ce beau livre un guide d'une information supérieurement mise au point.

Naissance de la France comporte deux parties, la première c'est la période mérovingienne, la seconde la période carolingienne. Les chapitres répartis en livres traitent successivement des Evénements, puis des Institutions, de l'Eglise et de la Civilisation. M. Lot a tenu à être complet dans sa restitution des premiers siècles de la France. Mais en même temps il excelle à mettre en relief les caractères essentiels de chaque époque et les éléments primordiaux d'une évolution dont il démontre la continuité. Son explication est sans parti pris, car il insiste aussi bien sur les hommes et leurs actions que sur les facteurs économiques, moraux et sociaux d'une civilisation décrite dans sa plus large compréhension.

Pour se rendre compte de sa méthode, deux ou trois exemples suffiront; tout d'abord le soin qu'il met à étudier pour la période mérovingienne les raisons de la transformation inattendue de la Gaule en France, puis, pour la période carolingienne, sa description des modifications de

la vie politique et sociale qui conduisent à la vassalité, annonciatrice du régime féodal. Enfin, son dernier livre est un tableau de la France au début de la période capétienne qui lui permet de répondre par l'affirmative à cette question: «Un sentiment d'unité nationale est-il compatible avec ce que nous appelons le Régime féodal...?»

La lecture et l'usage de l'ouvrage de M. Lot révéleront bien d'autres de ses richesses. Ils lui assureront une durable influence.

Genève.

Paul E. Martin.

DOM DAVID KNOWLES, *The religious Orders in England*, t. I. The University Press, Cambridge 1948. XVI + 348 p., 1 pl.

Dom David Knowles, professeur à Cambridge, était certainement l'un des historiens les plus qualifiés pour écrire une histoire des ordres religieux en Angleterre. Après les travaux de Denifle, Erhle, A. Pantin, R. A. L. Smith, A. G. Little, une synthèse restait à faire pour la seconde partie du moyen âge. Dom Knowles en avait écrit le prélude en 1940; son livre, *The monastic Order in England (943—1216)*, partait de l'œuvre de saint Dunstan pour se terminer au temps d'Innocent III. Un second tome du présent ouvrage doit suivre la destinée des ordres religieux anglais jusqu'à leur suppression, au XVI^e siècle.

Les dates de 1216 et de 1336 environ delimitent le tome I^{er}. La première date est absolue: c'est celle du IV^e Concile de Latran dont presque chaque paragraphe souligne le retentissement dans la régulation de la vie monastique et dans l'essor des ordres mendiants. La deuxième est plus relative. Importante pour les moines, parce qu'en cette année Benoît XII promulga pour eux de très importants statuts, elle est proche du temps où la peste noire, en éprouvant durement les communautés européennes, les déséquilibra profondément. Elle correspond également à une série de transformations intellectuelles, spirituelles et même économiques, qui réagirent sur la vie religieuse d'Occident. L'imprécision de ce terme, cependant, permet de le dépasser plusieurs fois lorsque le sujet le réclame.

La période ainsi définie n'a pas apporté dans l'histoire monastique des péripéties aussi sensationnelles que les réformes clunisienne ou cistercienne de l'âge précédent. Le principal événement de la vie régulière, la naissance et l'expansion des ordres mendiants, lui fut extérieur. Aussi le présent livre, abandonnant le plan dynamique du livre précédent, marie-t-il les descriptions avec les narrations. Il se divise en trois parties. La première s'attache aux trois nouvelles orientations de la vie monastique aux XIII^e et XIV^e siècles: leur centralisation progressive, leur insertion dans la vie économique, l'organisation générale de la visite canonique. La deuxième partie raconte l'origine et le développement des ordres mendiants. La troisième revient sur les moines et fait un tableau de leur vie quotidienne durant la période considérée.

C'est un lieu commun de dire que le IV^e Concile de Latran eut pour l'Eglise médiévale l'importance du Concile de Trente pour l'Eglise moderne. Il est intéressant de le constater même dans ce canton de la vie monastique qui ne représente pas cependant la région la plus mouvementée de l'Eglise d'alors. A mesure que le XIII^e siècle s'avance, on voit s'intensifier l'action des canons du Concile, celle en particulier du décret *In singulis regnis* qui organisa pour les abbayes de moines noirs, généralement indépendantes, des assemblées régionales analogues aux chapitres généraux des moines blancs. C'est dans cette œuvre délicate que se manifestèrent la souplesse, l'inspiration et la ténacité de quelques-uns des plus grands évêques du XIII^e siècle, un Langton, un Grossetête, un Peckam. A la fin du XIII^e siècle, les deux provinces de York et de Cantorbery avaient réussi à regrouper leurs monastères, à les doter d'une législation réformatrice, périodiquement remise à jour, à assurer la visite canonique. De nombreux moyens avaient été mis en œuvre pour atteindre ces différents buts. C'est ainsi que pour assurer la visite d'abbayes ou de prieurés dont les positions juridiques étaient des plus variées, il avait fallu recourir alternativement à cinq catégories de visiteurs, depuis les visiteurs élus par le chapitre provincial jusqu'au légat *a latere*. Relevons au passage (p. 95), à propos des procès-verbaux ou des décisions de visite qu'on a publiés en grand nombre et dont les érudits se servent sans vergogne, la protestation humaine et religieuse d'un véritable historien. Ces documents confidentiels, fruit de la collaboration d'un visiteur investi d'une haute charge d'âme et de religieux désireux de leur bien spirituel, ne méritent-ils pas plus de respect et de silence? A plus forte raison ne faut-il demander à ces relevés des défaillances individuelles un tableau de la vie régulière en ce temps.

On appréciera les pages si documentées et si vivantes qui sont consacrées à la vie économique des Bénédictins anglais. Dès le premier essor de l'industrie drapière, les monastères anglais, spécialement ceux des Cisterciens, tiennent une place privilégiée dans la fourniture et le transport de la laine, comme dans celui du blé d'ailleurs. C'est l'occasion d'une prospérité grandissante, en dépit de la montée des prix, pour ceux qui savent s'insérer dans le mouvement commercial; de la ruine, au contraire, pour les retardataires. Le monastère de Christ Church, sous le long priorat de Henry de Eastrý, en fournit le plus bel exemple. A la fin de la période, toutefois, des changements économiques profonds, la disparition de la main d'œuvre des convers et la faillite des financiers italiens bouleversent de nouveau la base matérielle de la vie monastique. Tout compte fait, c'est néanmoins un spectacle d'équilibre un peu confortable, mais de mieux en mieux contrôlé sur le plan de la vie régulière, épanoui dans la vie liturgique, le chant et la musique, sinon dans la vie intellectuelle, que donnent dans leur cadre architectural souvent prestigieux les abbayes anglaises du XIII^e et du XIV^e siècle. Quel contraste avec le dynamisme des ordres mendiants!

La narration reprend ici tous ses droits. Depuis l'institution des deux premiers ordres mendiants jusqu'aux ardentes querelles de la pauvreté religieuse ou de la pluralité des formes, Dom Knowles nous fait passer par toutes les péripéties de leur arrivée, de leur installation à Oxford et à Cambridge, de leur pénétration variable dans la vie de pensée ou dans la vie publique, de leurs démêlés avec le clergé séculier ou avec les autres mendiants. Tandis que les Prêcheurs obtiennent rapidement une place privilégiée auprès des grands et des rois, comme confesseurs et comme agents diplomatiques, les Franciscains, à la différence de ce qui se passe sur le continent, l'emportent dans les écoles par le nombre et la valeur des maîtres. Dom Knowles fait justement remarquer que les Mendiants ne sont pas arrivés à Oxford, non plus qu'à Bologne ou à Paris, pour donner, mais pour recevoir. Ils ont en fait reçu, non seulement la science, mais les maîtres qui ont pris leur habit. En sorte que la théologie des Prêcheurs et des Mineurs n'est pas à proprement parler franciscaine ou dominicaine, mais simplement de Paris ou d'Oxford, selon les traditions propres à ces milieux, ici plus augustinienne, là plus aristotélicienne. La position ambiguë d'un Kilwardby, condamnant son célèbre confrère Thomas d'Aquin, est ainsi plus explicable. A cette date toutefois, les traditions des deux ordres commencent à s'affirmer, en même temps qu'à l'emporter sur les traditions régionales. A Kilwardby, son confrère anglais Knapwell oppose un strict thomisme.

C'est avec bonheur que Dom Knowles souligne l'originalité des deux ordres mendiants, spécialement la perfection et la fécondité des constitutions dominicaines dès les premières années, puis leur extraordinaire rayonnement à travers le XIII^e siècle. Sur un point, cependant, il faudrait discuter. A plusieurs reprises, dans une note d'abord, (p. 149, n. 6), puis dans le texte et de façon de plus en plus catégorique (p. 162, 172, 194, 217), il distribue de la sorte les inspirations entre les deux familles: les Mineurs auraient reçu la prédication savante des Prêcheurs, mais ceux-ci la mendicité des Mineurs. Il est difficile en effet de ne pas imaginer cette symétrie. Beaucoup l'affirment, mais est-elle fondée dans l'histoire? S'il est certain que les Mineurs n'ont cessé d'évoluer pendant leur premier demi-siècle vers les tâches et les constitutions des Prêcheurs, est-il aussi certain que les Prêcheurs doivent aux Mineurs la forme de leur pauvreté? Pour le conclure, il ne suffit pas de citer l'anecdote douteuse et charmante du baiser de saint François et de saint Dominique, ni de noter le progrès accompli en 1220 dans la mendicité par les Dominicains. Inversement il ne suffit pas pour l'exclure de se laisser mener par les inspirations d'un esprit de corps bien déplacé: comme s'il n'aurait pas été bien glorieux pour les Prêcheurs de devoir leur mendicité à l'admirable saint François? S'il convient d'insister c'est que cette distribution classique des rôles ne permet pas de comprendre l'unité profonde de l'idéal religieux qui fut celui des Mendiants. Cet idéal n'est pas une union *per accidens*, née de la conjonction fortuite de deux idéals indépendants aupa-

vant, une mendicité conçue par saint François, une prédication cléricale voulue par saint Dominique. Avant François et Dominique, les deux éléments étaient depuis longtemps unis en un seul idéal. C'est de cet idéal complexe que l'un et l'autre dépendent, chacun à sa manière. On appelait cela «vie apostolique» (non plus au sens que les moines avaient dès l'origine donné à l'expression, mais en un sens original) et l'on entendait, par là, la vie que les apôtres avaient menée lorsque le Seigneur les avait envoyés deux par deux pour prêcher, sans emporter sur eux «or, argent ni monnaie» (Mth. X, 5, et s.). C'est en 1206 que saint Dominique s'essaye à pratiquer lui-même cet idéal entier dans la prédication des Albigeois. C'est le même idéal qu'à partir de 1208 François pratique à son tour dans sa prédication de la pénitence. Beaucoup, depuis un siècle, l'avaient essayé avant eux, sinon aussi bien qu'eux. Mais autre chose est de vivre personnellement cet idéal, autre chose est de l'incarner dans une communauté régulière. Nul n'y avait réussi vraiment avant saint Dominique. Encore le fit-il par étape. La pauvreté mendicante d'une maison cléricale, qu'il réalisa en 1220, est certainement autre chose que la pauvreté évangélique des premiers frères franciscains qui ne répugnaient point à l'exercice d'un métier manuel.

Les remarques lumineuses aussi bien que les conclusions de plus grande portée abondent dans le livre de Dom Knowles. Sa documentation est remarquablement choisie. L'ampleur de la synthèse et la multiplicité des détails ne nuisent pas à l'élan du récit. La langue riche et les images intelligentes et fines (ce «silence de l'homme» par lequel il oppose le savoir du XIII^e siècle à l'humanisme du XII^e!) ajoutent encore à l'attrait. Qu'il soit permis, en terminant, d'apporter en guise d'hommage quelques corrections de détail.

Dom Knowles ne semble pas connaître l'importante collection de l'*Archivum Fratrum Praedicatorum* éditée par le Collège historique de l'Ordre des Prêcheurs à Ste-Sabine. Il cite le *Libellus* de Jourdain de Saxe, d'après la vieille édition des AA. SS. et ne fait qu'une allusion vague (p. 148, n. 1), à la nouvelle: MOPH XVI, Rome 1935, p. 25—88. C'est là qu'il trouvera p. 74, n^o 103, un texte dont il n'a pas découvert la référence (p. 148, n. 4). On ne peut calculer avec précision l'âge de saint Dominique, la date de naissance de 1175, indiquée par quelques historiens, est approximative (p. 147). Saint Dominique n'est pas l'auteur des prescriptions sur le chapitre généralissime (p. 156). Il n'est pas exact non plus de dire que les premiers documents dominicains parlent de «sujets» et non de «frères». Ce terme («nos frères», «les frères de notre Ordre») est au contraire caractéristique des premiers textes législatifs des Prêcheurs (p. 159). Les *Servi Beatae Mariae... Massiliensis dioecesis* (p. 204, n. 3) ne sont pas des Servites, mais des Frères du Blanc-Manteau, religieux qui furent supprimés par le deuxième Concile de Lyon (A. Morini et P. Soulier, *Mon. Ord. Serv. B. Mariae*, t. I, Bruxelles 1897, p. 153).

STEVEN RUNCIMAN, *The medieval Manichee. A Study of the Christian dualist Heresy*. University Press, Cambridge 1947. X + 212 p.

Le livre de Steven Runciman n'est pas une étude des manichéens du Turkestan chinois, mais des hétérodoxes médiévaux qui, dans le sein du christianisme, professèrent des doctrines communément stigmatisées par leurs adversaires par l'épithète de manichéennes. Il y a tout juste un siècle que C. Schmidt publia son ouvrage sur les cathares albigeois. Depuis lors d'innombrables monographies ont paru. On a retrouvé et publié des textes liturgiques et des exposés doctrinaux directs des hérétiques languedociens. On a étudié en Asie Mineure, en Russie, dans les divers Etats balkaniques, en Italie, de nombreux mouvements qui les ont précédés. Le temps était venu de faire une synthèse. Le livre présent veut l'apporter.

On remarquera d'abord l'étendue de l'information. Dix pages de bibliographie énumèrent entre autres, les sources grecques, latines et romanes, arméniennes, slavonnes, orientales. Il ne s'agit pas de sondages, mais d'enquêtes aussi complètes et équilibrées que possible. Chaque mouvement est examiné en lui-même. Les chapitres suivent des voies parallèles: historique, doctrines, livres, origines enfin. St. R. ne s'attarde pas à discuter les opinions dans son texte; il le fait dans quelques notes brèves et s'appuie surtout sur les sources qu'il indique avec concision. Les grandes lignes de l'histoire en ressortent d'autant plus clairement.

A partir du dualisme des premiers gnostiques, de Marcion, de Mani, St. R. suit deux lignées. L'une est adoptianiste, les Messaliens en particulier, qui reparaissent en Thrace au XI^e siècle. L'autre est franchement dualiste. Elle se maintient assez librement chez les Pauliciens d'Arménie, dont une portion fut déportée par les *Basileus* iconoclastes aux confins de la Bulgarie (VIII^e—X^e siècles). On voit alors se développer au IX^e siècle dans la paysannerie bulgare des Eglises dualistes, dont les deux types, au XII^e siècle, Bogomil et Dragovistan, correspondent à ce double héritage, dualiste et monarchianiste. A cette époque, la Bosnie fournit un nouvel asile à l'hérésie, dont elle fera même plus tard sa religion d'Etat. Les «Patarins» de Bosnie et de Slavonie agissent à leur tour sur les cathares de Lombardie et du Languedoc, cependant que ceux-ci renouent des liens directs avec les Bogomils de Bulgarie et même de Constantinople. Après une phase monarchianiste, c'est sous la forme d'un franc dualisme que se développe à la fin du XII^e siècle l'hérésie cathare languedocienne, la mieux connue et la plus efficacement combattue de toutes ces communautés.

A chaque tournant de cette longue aventure, l'auteur s'efforce avec bonheur à replacer les événements religieux dans leur cadre historique. En Arménie, Bulgarie, Bosnie, Languedoc, les causes sociales et politiques furent prédominantes dans le succès des hétérodoxes. Privées de ces appuis, les Eglises dualistes ne purent résister aux répressions dont elles furent l'objet à Byzance ou en Languedoc. En Bosnie, elles ouvrirent la porte aux Turcs et à l'Islam, dans lequel elles se fondirent. L'analyse est bien con-

duite. Elle n'est pas tout à fait convaincante. Le phénomène religieux qu'est une hérésie populaire peut-il s'éclairer suffisamment par des données sociales et politiques? Si la réaction du sentiment national en Bosnie contre les Hongrois et les Serbes voisins explique le développement d'une Eglise anticatholique et antibyzantine, explique-t-elle le prosélytisme ardent qu'on relève chez les Patarins?

Cette remarque amène à d'autres considérations. St. R., au terme de son enquête, souligne en somme la continuité qui rattache les cathares du XIII^e siècle aux gnostiques des premiers siècles. Dans le chapitre final, il cherche même à mettre en lumière le ressort original de cette longue histoire: ce serait à ses yeux un problème intellectuel, une question soulevée dès l'origine du christianisme: «d'où vient le mal?» Il est incontestable que c'est là le germe habituel des théories dualistes et qu'on en constate l'action sur les cathares comme sur les gnostiques. Mais ce germe intellectuel peut-il suffire à expliquer la naissance d'une religion et, plus encore, d'une Eglise? On peut en douter, même à propos des gnostiques. En grossissant le rôle d'une incertitude intellectuelle, St. R. n'est-il pas la victime du goût d'argumenter des sources byzantines (il le souligne malicieusement) et latines aussi? Parce que ces sources parlent surtout des doctrines hétérodoxes, faut-il conclure que l'élément moteur des foules bogomiles ou cathares fut le système doctrinal? St. R. signale en passant quelques éléments d'attrait religieux qu'il faudrait mettre davantage en valeur: l'antiquité de la tradition rituelle par exemple, cet archaïsme chrétien des cathares qui ne se marque pas seulement dans les cérémonies, mais dans la discipline de l'initiation et dans l'austérité. On en pourrait relever de plus capitaux encore: par exemple, l'apparence «évangélique», «apostolique», pour employer un mot qui se trouvait alors chargé d'incomparables attraits, de la vie et de la prédication des dualistes cathares. A souligner de tels éléments, on comprendrait sans doute mieux les forces et les attraits proprement religieux de ces Eglises hétérodoxes. De ce point de vue, elles apparaîtraient alors plus diverses peut-être. Si les gnosticisismes antiques ont été, plus encore qu'une réponse intellectuelle au problème du mal, un effort pour parvenir au salut par la connaissance, il faut avouer que les Albigeois, en dépit des éléments doctrinaux qu'ils ont hérité des gnostiques, sont en fait assez loin d'eux sur le plan religieux. Car ce qu'ils cherchent, ce n'est plus tant un salut par la connaissance qu'une libération par l'ascèse, une ascèse que les foules imaginaient purement chrétienne, alors qu'elle évacuait en somme le christianisme: l'Incarnation, la Rédemption et la grâce. C'est ce que l'auteur a très bien mis en lumière, au terme d'une forte synthèse, dont il convient de louer en terminant la solidité et la concision.

Fribourg.

M. H. Vicaire.

HENRI PIRENNE, *Sozial- und Wirtschaftsgeschichte Europas im Mittelalter*. Verlag A. Francke AG., Bern (Sammlung Dalp, Band 25). 255 p.

Publié en 1933 dans l'*Histoire générale* de Glotz, le brillant essai de synthèse de Pirenne vient d'être traduit en allemand par M. Marcel Beck. La présentation matérielle du volume est soignée, et l'on peut regretter seulement que l'éditeur n'ait pas jugé bon d'indiquer sa date de publication (1947 sauf erreur).

Placé devant une tâche délicate, le traducteur ne s'est pas embarrassé de finesses. La suppression de nombreux « presque », « parfois » et « environ » donne au texte allemand un ton plus péremptoire que celui de l'original. Et l'on ne peut passer sous silence un certain nombre de maladroites qui ont trop souvent trahi la pensée de Pirenne. Un simple choix (la comparaison des deux textes n'a porté que sur quelques pages, et seules les erreurs les plus criantes sont relevées ici) éclairera le lecteur :

- p. 98 Au milieu de l'anarchie où sombra le pouvoir royal...
- p. 110 Mitten in der Anarchie, welche die königliche Gewalt beschattet.
- p. 113 Les sommes avancées varient de 60 à 14.000 livres, mais la même personne revient continuellement à la charge.
- p. 126 Die vorgestreckten Summen schwanken zwischen 60 und 14.000 Pfund, doch sind immer wieder dieselben Personen belastet.
- p. 120 Il était loisible à tout le monde d'acheter de cette sorte de rente, si bien que chaque ville possédait des rentiers dans une région parfois très vaste.
- p. 135 Jedermann war deren [i. e. der Leibrenten] Erwerb gestattet, so dass ihre Zahl in jeder Stadt sehr gross war.

Méritent enfin une mention spéciale les passages suivants, où les faits sont à tel point dénaturés que, pour savoir ce qu'a voulu dire Pirenne, le lecteur sera obligé de se reporter à l'original :

- p. 108, n. 39 D'après Byrne, *Genoese Trade*, le bénéfice normal des compagnies génoises au XII^e siècle était de 25 pour 100.
- p. 224, n. 40 Nach Byrne, *Genoese Trade*, schwankte der normale Gewinn der genuesischen Gesellschaften im 12. Jh. zwischen 25 und 100 %.
- p. 116 Par l'Espagne musulmane, où leurs coreligionnaires [les Juifs] avaient acquis de bonne heure une grande influence économique...
- p. 131 Über das mohammedanische Spanien, wo frühzeitig ein starker karolingischer Einfluss sich geltend machte...
- p. 122 Bien souvent des débiteurs se faisaient affranchir par l'Eglise de l'obligation de s'acquitter des intérêts de leurs dettes.
- p. 137 Schuldner liessen sich häufig von der Kirche ihrer Schuldverpflichtungen ledig erklären.
- p. 125 Depuis lors, les deux grande villes marchandes se partageront la maîtrise de la mer Egée sans cesser de se surveiller et de se nuire.

p. 140 Seither teilen sich die zwei grossen Handelsstädte in die Herrschaft des Ägäischen Meeres, ohne sich ständig gegenseitig argwöhnisch zu überwachen und zu schaden.

Prilly.

Charles Roth.

R. DOUCET, professeur honoraire à la Faculté des Lettres de Lyon, recteur de l'Académie de Besançon. — *Les institutions de la France au XVI^e siècle*. — Editions A. et J. Picard & Cie, Paris 1948. 972 pages en deux tomes, in-8^o.

Le considérable ouvrage que M. R. Doucet vient de consacrer aux institutions de la France au 16^e siècle constitue un instrument de travail de tout premier ordre appelé à une fort utile carrière. Il atteste chez l'auteur une connaissance étonnante de problèmes à la fois passionnants et compliqués et repose sur de longues et vastes recherches. Les historiens qui sont appelés à prendre contact avec les choses de France et les événements de son histoire accueilleront ce livre avec reconnaissance et admiration.

Il ne s'agit pas, en effet d'un simple manuel ou d'un traité systématique, mais bien de l'histoire des institutions françaises pendant un siècle de profondes transformations, d'un exposé des doctrines comparées aux faits et des définitions les plus précises et les plus détaillées de l'appareil administratif du royaume. L'auteur a tenu compte à la fois des auteurs de l'époque, des sources, des collections de textes imprimés, des ouvrages généraux et des monographies spéciales, relatives à toutes les régions de l'ancienne France. Pour chaque chapitre, il nous donne un aperçu des fonds d'archives à consulter et des bibliographies particulières. Un répertoire bibliographique et un index analytique terminent le second tome. Cela veut dire que rien n'a été négligé pour que l'œuvre soit facilement utilisée, qu'elle renseigne sur les points précis, comme sur les vues générales de cette très riche matière et que le chercheur puisse à son tour conduire son enquête sur les pistes qui lui sont ouvertes.

Les titres des cinq parties des *Institutions de la France* suffisent à donner une idée de leur structure. Ce sont: Les cadres géographiques de l'administration; les institutions centrales et locales; les services publics; les institutions ecclésiastiques. Dans chacune de ces parties, M. Doucet subdivise ses exposés en remontant aux origines et décrit aussi bien la législation et ses applications que les coutumes, les usages et la pratique souvent plus efficace que les lois. Il montre où l'on en est à la fin du siècle, les résultats acquis et les influences qui en découlent pour toute la monarchie d'ancien régime. Dans chacun de ses chapitres, il met en place les organes de l'administration et explique leurs titres et leurs fonctions. S'il facilite ainsi les identifications et les interprétations des documents, ses analyses vont plus loin, puisqu'elles situent dans l'histoire un système de gouverne-

ment dans un Etat multiforme et diversifié, encore partiellement féodal et intimement lié.

Si complexe que soit la matière qu'il a si diligemment travaillée, M. Doucet a tout de même voulu, dans sa conclusion, dégager les principales directions suivies par les institutions dont il a réussi à saisir le constant mouvement. Pour lui les événements politiques n'ont pas été déterminants, pas plus que la volonté des chefs de l'Etat. Le chancelier Duprat a cependant marqué de son esprit l'organisation de l'Eglise de France par le concordat de 1516. Henri IV a promulgué l'Edit de Nantes qui rend la liberté aux Réformés. M. Doucet pense toutefois que les conséquences de l'Edit appartiennent au 17^e siècle et il laisse de côté pour cette raison le régime appliqué aux protestants.

Ce sont surtout les grands bouleversements sociaux et économiques qui ont créé pour le gouvernement des situations nouvelles. Dans cet ordre d'idées l'auteur met au premier rang les difficultés financières et monétaires. Des causes de ce genre entraînent la remise de l'administration du royaume à un personnel nouveau qui remplace au moins partiellement les pouvoirs anciens.

Il n'en reste pas moins que l'autorité royale a continuellement à lutter contre la multiplication et la collégialité des offices, et la réorganisation financière amène des changements incessants dans les impôts et des innovations, pas seulement fiscales, mais aussi administratives.

Les efforts pour la restauration du pouvoir du roi ont également affaire passagèrement aux Etats Généraux, mais plus longuement aux Etats provinciaux, au particularisme local des villes et des cours souveraines, car l'époque ne connaît pas de distinction bien nette entre institutions centrales et institutions locales.

C'est en matière ecclésiastique, que le gouvernement a augmenté ses attributions. Le roi dispose des évêchés et des abbayes et met la main sur les décimes. Si, en retour, les assemblées du clergé deviennent périodiques, l'Eglise gallicane aura beaucoup à souffrir des nominations royales. Quant à la propriété féodale, elle fait l'objet de transactions commerciales et les seigneuries tendent à ne plus représenter que des privilèges surtout honorifiques. Ce qui intéresse le peuple, plus que les hommes de gouvernement, ce sont les conditions des tenures et le passage de la terre roturière à la liberté.

Il n'en reste pas moins que les rois Bourbons sauront se servir de l'héritage du 16^e siècle et constituer la monarchie telle qu'elle subsistera jusqu'à la Révolution. Tout le beau livre de M. Doucet conduit à cette démonstration.

Genève.

Paul E. Martin.

HENRI GUILLEMIN, *La tragédie de Quarante-Huit*. Edition du Milieu du Monde, Genève-Paris 1948. 413 p.

Der vielleicht beste gegenwärtige Kenner Lamartines und Verfasser einer interessanten Geschichte der Katholiken Frankreichs im 19. Jahrhundert, Henri Guillemin, bietet hier eine eingehende literarische Geschichte der Ereignisse zwischen dem 24. Februar und Ende Juni 1848 in seinem Heimatland.

Nachdem zwischen 1830 und 1848 die Industrialisierung mächtige Fortschritte erzielt hatte, war erstmals in Frankreich ein Proletariat im modernen Sinne entstanden. Nach Guillemins Grundüberzeugung war die Februarrevolution die zu großen Taten bestimmte, aber mißglückte erste soziale Revolution in unserem Nachbarland. Diese Anschauung, obgleich sie von radikalen wie bürgerlichen Führern der Epoche (darunter auch Karl Marx) geteilt wurde und daher nicht neu ist, entspricht freilich nur einer Teilwahrheit. Mit dem bürgerlichen Regime unter Louis-Philippe waren auch Kirche und Bauerntum unzufrieden. Daher kam es nicht, wie auch hier geschildert, zu einer Revolution «der Ziellosigkeit und Schüchternheit», nur weil damals für eine soziale Revolution weder die Führung noch die Massen vorbereitet waren; sondern es mangelte auch an einer gemeinsamen Zielsetzung der umsturzberedten Schichten. Allein war das Proletariat auf alle Fälle viel zu schwach, — was in diesem Bande häufig verkannt wird —, um entscheidende und fruchtbare Taten zu vollbringen.

Das Verdienst von Guillemin besteht darin, daß er auf Grund ungewöhnlicher Belesenheit und durch eine fast erdrückende Fülle von Zitaten aus zeitgenössischen Quellen eine lebendige Anschauung der damaligen Geschehnisse zu vermitteln trachtet. Manche Ereignisse erscheinen auch im richtigen Zusammenhang oder sind umfassender dokumentiert. So werden hier z. B. erstmals mannigfache Angaben über die wirklichen Verluste der Aufständischen anlässlich ihrer Unterdrückung durch die Regierung am 24./25. Juni 1848 gemacht, die — wie man stets annehmen mußte — weit höher waren als die Regierung mittelbar zugab (denn amtliche Aufzeichnungen wurden nicht unternommen). Weiterhin wird gewiß, daß, was meist eher angedeutet als ausgesprochen ist, die unter Leitung von Cavaignac stehenden «Ordnungstruppen» grausam und rücksichtslos vorgingen, und daß dieses Vorgehen die Billigung von Bürgertum und Kirche fand.

Mit diesen sachlichen Feststellungen vermischt Guillemin aber eine Tendenz, gegen die sich Charles Seignobos schon stets scharf wandte: er beurteilt die Februarrevolution aus der Perspektive der Gegenwart. Die geschichtliche Gerechtigkeit gebietet aber zu bedenken, daß den damaligen aristokratischen, bürgerlichen und gewerblichen Kreisen der teilweise soziale Charakter des Aufstandes entging. Sie wußten noch nichts über das Leben der Arbeiter und die Entstehung des Proletariates. Jeder Umsturz erweckte bei ihnen in seinem Verlauf in erster Linie Erinnerungen an die Epoche des Terrors während der französischen Revolution, eine Anschauung, welche

weite Kreise in der ganzen ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts beherrschte und oft blind machte. Die Annahme von Guillemin, daß die Aufständischen vor allem von Not getrieben und harmlos waren, ist in manchen Fällen richtig. Als Gesamtanschauung erscheint sie ebenso unbeweisbar wie ungewiß. Die von Heinrich Heine scharfsichtig geschilderte Stimmung in den französischen Fabriken, die Vorgänge in Paris 1870/71, die Erfahrungen in andern industrialisierten Ländern und die eigene Charakterisierung des Proletariates bei Guillemin («Le prolétariat, sous sa forme horrible, n'existait encore, en 1830, que ça et là; en 1848, il est partout, et l'atrocité de son destin, la condition d'asphyxie qui est la sienne... font de lui soudain un allié... beaucoup plus gênant que ne l'avait naguère», p. 382) sprechen gegen diese Annahme. Dagegen wird man Guillemin zustimmen, daß sich eine echte Tragödie vollzog. Die herrschenden Schichten schritten zur Unterdrückung statt zur Linderung der Not. Aber auch die Führer der Umsturz-bewegung, wie etwa Lamartine, gaben nur allgemeinen humanitären Idealen, aber keinem sozialen Programm Gestalt. Dadurch wurde eine Kluft aufgerissen, welche der Sozialgeschichte des ganzen französischen neunzehnten Jahrhunderts fortan einen düstern Aspekt verleihen sollte.

W ä d e n s w i l .

E d u a r d F u e t e r .

KARL UND MATHILDE UHLIRZ, *Handbuch der Geschichte Österreichs und seiner Nachbarländer Böhmen und Ungarn*. 2. Bd., 1143 S., 2. Teil; 3. Bd., 270 S.; 4. Bd., 325 S. Universitätsbuchhandlung Leuschner und Lubensky, Graz-Wien-Leipzig, 1939 bis 1944.

Der erste Band dieses Werkes, den Karl Uhlirz geschaffen hatte, war schon 1927 erschienen. Erst in den Kriegsjahren folgten die weiteren Bände. Mathilde Uhlirz, die durch Fertigstellung dieser Bände die Arbeit ihres verstorbenen Gatten abschloß, spricht mit deutlicher Hinwendung gegen das Regime Dollfuß-Schuschnigg von «verschiedenen Hemmungen» der mittleren dreißiger Jahre, welche die Drucklegung des nahezu abgeschlossenen Manuskripts erschwerten, «und erst die Heimkehr Österreichs in das Deutsche Reich hat die notwendigen Voraussetzungen geschaffen, daß nun das Handbuch rasch seiner Vollendung entgegengehen kann» (III, 5).

In seinem Gesamtaufbau repräsentiert es sich als allzu einseitig. Erstreckte sich die Darstellung des ersten Bandes über den weiten Zeitraum von der römischen Herrschaft bis zum Ende der Revolution von 1848/49, so blieben dem zweiten nur die Jahrzehnte der Herrschaft Franz Josephs, und der dritte ist eine Geschichte der Agonie und des Zerfalls der österreichisch-ungarischen Doppelmonarchie im Ersten Weltkrieg.

Mißtrauisch gemacht wird der wissenschaftlich eingestellte Leser nicht bloß durch den zitierten Passus von der Heimkehr, sondern auch durch den Schlußsatz des Vorwortes zum dritten Band: «Niemand darf diese

Geschichte schreiben, der sich nicht mit ganzem Herzen und allen Sinnen seinem deutschen Volk und seinem nun wieder groß gewordenen Vaterlande, Deutschland, ergeben hat» (III, 6).

Die Verfasser gehen von der Anschauung aus, daß für die Zeit Kaiser Franz Josephs die Entscheidung über Sein oder Nichtsein der habsburgischen Donaumonarchie nicht in den außenpolitischen Beziehungen lag, sondern «nur mit der Lösung der inneren Probleme verknüpft» war. «Die Schwierigkeiten waren ungeheuer, und es hätte der überwältigenden Kraft eines Genies bedurft, um ihrer Herr zu werden» (II, 712).

Den Ausgleich von 1867 betrachtet Karl Uhlirz als die große politische Tat Kaiser Franz Josephs. Der Ausgleich blieb jedoch unvollständig: «Die Daseinsform des Dualismus mußte darauf gegründet sein, daß in jeder der beiden Reichshälften eine Nation als Staatsnation die vorherrschende Stellung erhielt». In den Ländern der Stephanskronen erlangten die Ungarn diese Position, in der österreichischen Reichshälfte verschloß sich der Kaiser der Erkenntnis, daß die Deutschen dazu berufen seien, und zog es vor, die Nationalitäten gegeneinander auszuspielen.

In ganz besonders sorgfältiger Weise schildert Mathilde Uhlirz die Vorgeschichte des Ersten Weltkrieges. «Es war der große Fehler in der Rechnung Aehrenthals und Conrads gewesen, daß sie mit einem innerlich nicht gefestigten, dem Zerfall nahen Staat eine kühne Expansionspolitik, noch dazu in der Zeit des sieghaften nationalen Gedankens, befolgen wollten» (II, 1077). Dabei ließen sie es oft bei Halbheiten bewenden, wichen zurück, schwankten. Bemerkenswert ist das Fazit: «Nicht Absicht und Wille, den Weltkrieg zu entflammen, sondern Mangel an Kraft und Entschlossenheit, ihn zu verhindern, darin wird man die ‚Schuld‘ der Staatsmänner Österreich-Ungarns erblicken müssen» (III, 59).

Das Mißtrauen, welche jene eingangs zitierten Sätze erwecken mochten, erhält beim Durchlesen des Buches kaum weitere Nahrung. Konsequentes Streben nach strikter Sachlichkeit durchzieht die gesamte Darstellung. Hin und wieder zeigt sich zwar, wie sehr stark die Verfasser deutsch fühlen: «Über allen Sorgen und Schrecken des Tages», heißt es in der Schilderung des Zusammenbruches von 1918, «schwebte die Hoffnung der Heimkehr ins Mutterland, der Rückkehr der Ostmark ins Deutsche Reich» (III, 237). Aber eine nationalsozialistische Tendenz suchen zu wollen, wäre vergebliches Bemühen; da und dort schimmert immerhin die Abneigung gegen den Liberalismus und die Feindschaft gegen die Juden durch.

Die Stärke der Verfasser liegt offensichtlich in der präzisen Zeichnung, so der innenpolitischen Vorgänge zu Beginn der sechziger Jahre, des Vergleiches zwischen den beiden Gegenspielern Aehrenthal und Iswolski, der mangelnden Intensivierung des Dreibundes; sehr oberflächlich befassen sie sich dagegen mit den Vierzehn Punkten Präsident Wilsons, so bedeutungsvoll sie für Österreich waren, und mit dem Friedensvertrag von St. Germain. Militärische Vorgänge erhalten zu sehr eine rein chronologische Aufzählung,

wie denn auf weite Strecken die Darstellung fast zum reinen Registrieren wird. Oft genug vermißt man die Plastik.

Mit dem eigenen Urteil halten die Autoren sehr zurück; gern zitieren sie dagegen die Stellungnahme von Historikergenerationen. Ein feines Streben, dem Kaiser Franz Joseph gerecht zu werden, tritt besonders eindrucksvoll in Erscheinung. Nicht nur wird Kritik in scharfer Weise an Aehrental, geradezu vernichtend an Berchtold geübt, sondern auch Conrad von Hötzensdorf kommt auffallend schlecht weg; seine gewiß geistvollen Pläne, meinen die Autoren, mußten scheitern, weil er zu wenig auf Gegebenheiten, wie Erschöpfung der Truppe und Dispositionen des Gegners, Bedacht nahm. Als charakteristisch für die Einstellung der Verfasser darf ihre Beurteilung des damaligen Bundeskanzlers Renner zitiert werden; stellen sie seine Geschicklichkeit im diplomatischen Verhandeln nicht in Abrede, so vergleichen sie seine Neigung, Wertvolles preiszugeben, um den Rest Österreichs zu retten, mit «dem mannhaften Auftreten des Grafen Brockdorff-Rantzau, der die Ehre des deutschen Volkes besser wahrte» (III, 265).

Den Autoren lag viel, viel zu viel an dem sorgfältigen Zusammenstellen der Quellen- und Literaturnachweise. Finden sich solche immer und immer wieder in den Text eingestreut, gehen einläßliche Listen jedem Kapitel voraus, so bedeutet der nochmals sehr ausführliche Teil Literatur im vierten Band ein Übermaß. Dankbar wird dagegen der Leser die klaren, einfachen Kartenskizzen und die paar genealogischen Tafeln benützen.

Zürich.

Otto Weiß.

ERWIN POESCHEL, *Chur und der Kreis der V Dörfer. Die Kunstdenkmäler des Kantons Graubünden.* Bd. VII. Verlag Birkhäuser, Basel 1948. 477 Abb., XII und 476 S.

Mit dem 7. Band liegt nun die Bestandesaufnahme der bündnerischen Kunstdenkmäler abgeschlossen vor, gerade 10 Jahre nach dem Erscheinen des 1. Bandes. Der letzte Band umfaßt *Chur und die V Dörfer*.

Es ist klar, daß Poeschel sein Werk nicht rein chronologisch, sondern nach den einzelnen Objekten disponiert hat: er behandelt der Reihe nach die Stadt als Anlage, die Kathedrale und die Gebäude auf dem «Hof» — fast die Hälfte des Buches —, die Kirchen in und bei der Stadt, die Klöster, Spitäler, Friedhöfe, die öffentlichen und privaten Wohnbauten und, abschließend, die V Dörfer. Den Historiker lockt es, nach der Lektüre des Bandes noch einmal einen Gang durch die Fülle des Materials zu tun, um ein paar Einzelheiten herauszugreifen und sich an ihnen ein Bild der zeitlichen Abfolge zu vergegenwärtigen.

Die hervorragende Verkehrslage des Ortes Chur hat schon früh Siedler angelockt. Eine vorrömische Rättersiedlung hat wohl bestanden, aber

es sind keine Spuren davon entdeckt worden außer dem Namen Chur, der nicht auf das lat. curia, sondern auf das kelt. kora, korja = Sippe, Stamm zurückzuführen ist.

Von dem römischen Chur berichten das Itinerarium Antonini und die Peutingersche Tafel; die Funde sind dagegen spärlich. Immerhin bestätigt das bei Grabungen 1940/41 aufgefundene römische Mauerwerk die Annahme eines römischen Kastells aus dem 4. Jahrhundert auf dem Hof. Die geschlossene römische Bürgersiedlung ist bis jetzt nicht nachgewiesen worden. Sicher ist sie nicht auf dem linken Ufer der Plessur, im Welschdörfli, zu suchen (wie noch bei Pieth, S. 14). Die dort entdeckten Badanlagen gehören eher zu einer römischen Villa als zu städtischen Thermen, und die dortigen Flurnamen Palazi, Palazol deuten darauf hin, daß sich die römische Villa zu einem fränkischen Königshof entwickelt hat. Auch ist bedeutsam, daß gerade dieses Quartier Churs lange rein gutswirtschaftlichen Charakter und dementsprechend länger als die städtische Siedlung die romanische, die «welsche» Sprache bewahrt hat. Viel eher als im Welschdörfli darf die bürgerliche Siedlung, der vicus, zu Füßen des Kastells, des mauerumringten Hofes vermutet werden, von wo sie sich, der Plessur entlang, bis zum Obertor erstreckt hat. Aus ihr wird sich die mittelalterliche Siedlung entwickelt haben. Sie wird zusammen mit dem Quartier Archas noch im 13. Jahrhundert burgus superior genannt. Hier findet sich auch die älteste Pfarrkirche der Stadt, St. Martin, und bei ihr der Markt.

Diesem ältesten obern Stadtteil schlossen sich dann zwei aus Gutshöfen erwachsene Siedlungskomplexe von landwirtschaftlichem Charakter an: Salas mit St. Regula und der ehemaligen Stadtburg Planaterra, und Clawuz. Der Mauerring, der wohl in der ersten Hälfte des 13. Jahrhunderts entstand, schloß mit dem obern Burgus und diesen beiden Villikationen noch ein rebenbestandenes Gelände ein, auf dem sich dann Ende des 13. Jahrhunderts das Kloster St. Nikolai erhob.

Die alte Verkehrsader, die Reichsstraße, ist heute noch in ihrem Verlauf erkennbar: sie kam von Norden durch das Untertor bis zum Markt bei St. Martin, bog dann nach Westen ab — die heutige Untergasse! — zum Obertor und Plessurübergang. Von der Stadtbefestigung stehen noch 5 Türme, von der ältern Hofbefestigung noch 2, von denen der Marsöl bis ins 11. Jahrhundert hinaufreicht.

Das allerälteste Zeugnis der frühchristlichen Zeit ruht unter dem Boden der heutigen Kathedrale: der Rest einer halbkreisförmigen Apsis, zu der wohl eine dreischiffige Basilika aus der 1. Hälfte des 5. Jahrhunderts gehört hat. Es war die erste Kathedrale des Bistums Chur, das bereits 451 bezeugt ist. Diese Kirche wich dann dem karolingischen Neubau, der dem Bischof Tello zugeschrieben werden darf. Ob diese Tello-Kirche von 750/60 eine Dreikonchenanlage nach dem rätischen Typus oder eine dreischiffige Kirche ohne Seitenapsiden gewesen, muß offen bleiben.

Dagegen ist ihre zeitliche Einreihung gesichert dank den 1854 aufgefundenen Flechtwerkskulpturen. Es sind alte Chorschranken, in deren Ornamentik Poeschel mehr spätantik-orientalischen als langobardischen Einfluß erkennt und für die er eine eigene lokale Werkstatttradition annimmt.

Ungefähr gleichzeitig mit der Tellokathedrale ist die 769 bezeugte **St. Martinskirche** entstanden. Otto I. hat diese karolingische königliche Eigenkirche mit viel andern Gütern dem Bischof geschenkt. Sie war eine einschiffige Basilika mit Dreiapsidenabschluß, ähnlich St. Johann zu Münster. Nur die Südwand dieses alten Baus hat dem verheerenden Stadtbrand von 1464 standgehalten; sie wurde in den spätgotischen Neubau einbezogen und bewahrt noch mit ihren Lisenen und Blendarkaden einen Rest frühkarolingischer Architektur.

Von einzigartiger Bedeutung ist das, was 1851 bei Grabungen unmittelbar bei der heutigen Kantonsschule von der jetzt restlos verschwundenen **St. Stephanskapelle** gefunden wurde: die Fundamente einer halbrunden Apsis und eines ihr konzentrisch einbeschriebenen Mauerrings, in dem Poeschel eine freistehende halbrunde Priesterbank erkennt: das einzige Beispiel in der Schweiz eines Kirchentypus, der sich im Süd-Norikum (Kärnten), im Tyrol, an der Donau, im Balkan findet.

Zwischen Apsismauer und Priesterbank fanden sich Platten eines alten Mosaikbodens, dessen barbarisierte antike Zeichnung auf eine Entstehungszeit um 500 schließen läßt. Vor der Apsis lag ein gemauertes eingewölbtes Grab. In der ganzen Umgegend fanden sich 1946 eine Menge Gräber. Poeschel schließt aus allem, daß St. Stephan, ursprünglich wohl St. Luzius, eine Friedhofskirche war, die in dem gemauerten Kultgrab den hl. Luzius barg, bevor dieser nach St. Luzi überführt wurde.

Die ältesten Teile des ehem. Klosters und heutigen Priesterseminars **St. Luzi** reichen bis in die 1. Hälfte des 8. Jahrhunderts; es ist dies die altertümliche Ringkrypta mit dem rechteckigen Mittelstollen für das Heiligengrab und mit der etwas jüngern Emerita-Grufftkammer.

Eine weitere Kirche wird der frühkarolingischen Zeit zugewiesen: **St. Regula**, die 2. Pfarrkirche der Stadt. Es sind zwar keine Reste aus dieser Zeit übrig geblieben; aber die Tatsache, daß im Patrozinium die hl. Regula noch allein, ohne Verbindung mit Felix, auftritt, erlaubt die Annahme, daß sie früher als die Zürcher Kirche gegründet wurde.

Eine bedeutende Bautätigkeit entfaltet Chur in der schwungvollen Zeit der Hohenstaufen, der Kreuzzüge und der großen Ordensbewegungen.

Da ist zunächst der **Neubau der Kathedrale**: Von O nach W wird die Tello-Kirche langsam abgetragen und ersetzt. Über ein Jahrhundert erstreckt sich die Arbeit der Generationen, von ca. 1155 an von der hintern Krypta und dem darüberliegenden Altarhaus zur vorderen Krypta und dem Presbyterium darüber, von da zum Langhaus, zum schönen, im Übergangsstil gehaltenen Portal, zur heute verschwundenen Vorhalle und endlich zum Turm um 1250. Zweimal haben dabei die Baumeister die Richtung der

Längsachse geändert, in aller Sorglosigkeit um geometrische Präzision. Der mächtige Raum, die schwere Steinmäßigkeit der weiten Arkaden lassen an italienische Einflüsse, vor allem an Sant'Ambrogio in Mailand denken. Der flache Chorabschluß und das ursprüngliche Fehlen des selbständigen Turmes verrät zisterziensische Baugesinnung — der Zisterzienser Bischof Berno weiht 1178 Chor und Hauptaltar — die Hufeisenbogen in den Abseiten wirken wie ein Streumotiv der arabischen Kunst aus dem Italien Friedrichs II., und die Kreuzritterzeit spiegelt sich in einzelnen Motiven der Kapitelle. Mit größtem Interesse folgt man der Deutung des hervorragenden Skulpturenschmuckes der Kapitelle. Poeschel weicht stark ab von Wiebel und Gantner, die in den Kapitellen des Mittelschiffes ein theologisches Gesamtprogramm erkennen wollen. Er unterscheidet drei Meister für das Innere: für die Krypta, den Danielmeister und einen Dritten, vielleicht einen Schüler des Danielmeisters. Der heute in der Krypta stehende Löwenreiterpfeiler und die berühmten Apostelsäulen, die ursprünglich alle drei die Vorhalle gestützt haben, erinnern an Arles, müssen aber aus der Hand eines andern, spätern Künstlers stammen, der um 1250 gearbeitet haben mag.

Aus dem reichen Kirchenschatz seien nur 2 Stücke erwähnt, die durch Poeschel eine neue Erklärung und Deutung finden: die beiden Teile eines romanischen Kreuzfußes, deren einheitliches ikonographisches Programm ihre Zusammengehörigkeit beweist. Poeschel vermutet in dem Werk eine Gabe des Churer Gegenbischofs Norbert um 1080 aus der Gießwerkstatt von Tegernsee. Ferner der St. Luziusschrein, ursprünglich ein hausförmiger Schrein mit Satteldach von einem Zürcher Goldschmied um 1250, der im 17. oder 18. Jahrhundert aber als Halbsarkophag neu zusammengesetzt wurde.

Ungefähr gleichzeitig mit dem Neubau der Kathedrale haben die Prämonstratenser, bald nach ihrem Einzug in St. Luzi, ihre Klosterkirche erweitert. Sie sind die Erbauer der romanischen Hallenkrypta sowie der Chorräume darüber. Von dem romanischen Schiff ist heute kaum mehr etwas zu erkennen. Nach 1811 hat die Kirche durch Aufstockungen und Unterteilungen ihren Charakter total geändert.

Die Ankunft der Dominikaner führt uns ins 13. Jahrhundert, es ist die letzte Niederlassung dieses Ordens in der deutschen Schweiz. 1288 errichten sie ihr Gotteshaus St. Nicolai, als einzige Ausnahme in der deutschen Schweiz mit einem Glockenturm. Kirche und Konventsgebäude erlitten nach ihrem endgültigen Übergang an die Stadt von 1658 an ein sehr profanes Schicksal: Kornhaus, Zunftstuben der Pfister, Reishaus, Zeughaus, Wachtstuben, Schule, Läden, Garage, Amtsräume, diese Worte kennzeichnen die Geschichte der Kirche; die Konventsgebäude dienen heute noch Schulzwecken.

Mit der Zeit der Spätgotik, vor allem nach dem Brand von 1464, setzt eine neue gewaltige Baubewegung ein, die dann in ununterbrochener Kontinuität bis in den Klassizismus des 19. Jahrhunderts andauert. St. Martin wird wieder aufgebaut unter der Leitung des Oberösterreichers

Stephan Klain; Basel schickt Werkleute, und Zürich muß die Zange liefern, um «die großen quadrantten in die höchi hinuffzuziechen», nämlich auf den neuen Turm, auf dem eine Wachtstube für den Stadttrompeter und seine Frau errichtet wird. Auch St. Regula wird noch vor 1500 neu erbaut. Die Kathedrale erhält das viel bewunderte Sakramentshäuschen, und der Ravensburger Meister Jakob Ruß begibt sich eigens nach Chur, um den monumentalen Hochaltar, den größten Flügelaltar der Schweiz, mit einer Unmenge von Figuren und spätgotischen Wimpergen, Fialen und Masswerk zu schaffen (1492).

Neben den kirchlichen Bauten tritt nun auch die bürgerliche Bautätigkeit hervor: das durch den Brand zerstörte Rat- und Kaufhaus wird neu gebaut; im Erdgeschoß die Kaufhaushalle, deren mächtige Kreuzgewölbe auf vier starken Rundsäulen ruhn; daneben die Gewölbe des Weinhauses und darüber, im Obergeschoß, die Große Stube, heute «Ratssaal» genannt, wo die Tagungen des Gotteshausbundes oder Gemeiner III Bünde und die Verhandlungen des Stadtvogteigerichts stattfanden. Daneben wird die Bürgerratsstube 100 Jahre später neu eingerichtet. Noch im 17. und 18. Jahrhundert hat das Rathaus Erweiterungen erfahren, durch Zukauf und Umbau neuer Häuser, so daß es keinen einheitlichen Anblick bietet.

Zünfte durften erst auf das kaiserliche Privileg von 1464 hin sich bilden. Von den nun entstandenen Zunfthäusern ist nur das der Schneider aus dem 16. Jahrhundert erhalten geblieben, die andern sind teils umgebaut worden, teils sind sie untergegangen.

Am Anfang der privaten Wohnbauten steht ein Wohnturm bei St. Salvator, wahrscheinlich die ehemalige Wohnung des Klostermeiers von Pfäfers. Die vielen bedeutenden Bürgerhäuser, die nun vom 15. Jahrhundert an in ununterbrochener Reihe aufeinander folgen, führen bis ins 19. Jahrhundert hinein. Ihre Erbauer sind die Brandis, Pestalozza, von Sprecher, Ragatzer, Reydt, Menhardt, die verschiedenen Stämme der von Salis, die Guler, Stuppa, Buol und von Tschärner u. a. m., eine vornehme Oberschicht, deren Reichtum weniger auf einem bürgerlichen Gewerbe als auf dem Dienst in staatlichen Ämtern und vor allem in ausländischen Regimentern beruht und der sich spiegelt in einer immer großartigeren Wohnkultur. Diese beginnt mit Reihenhäusern und endet mit den herrschaftlichen Palästen des Alten und des Neuen Gebäus, beides Salisbauten aus der ersten Hälfte des 18. Jahrhunderts mit großartigen Treppenhäusern, Deckengemälden und Stukkaturen besten Stils, eine festliche Manifestation von Luxus, Weltverbundenheit und Repräsentation. In die gleiche Linie gehört auch das bischöfliche Schloß auf dem Hof. Es reicht zwar in wesentlichen Teilen ins 15. Jahrhundert zurück; der Korridor mit den großen Todesbildern, die ein unbekannter, aber nicht unbedeutender Maler den Holbeinschen Holzschnitten 1543 nachbildete, gehört ins 16. Jahrhundert. In der Hauptsache aber ist die Erneuerung des Schlosses durch Bischof

Jos. Ben. Rost von 1732/33 bestimmend, nicht nur mit der schönen, an österreichische Barockgliederung erinnernden Fassade und der großzügigen Raumwirkung des Treppenhauses, sondern auch mit der wunderbaren Innenausstattung, dem Werk eines vorzüglichen Stukkateurs, des Meisters Joseph.

Von dem Bezirk der **V D ö r f e r** (Igis, Trimmis, Zizers, Untervaz und seit 1803 Haldenstein) seien nur wenige Gebäude erwähnt. Das **Schloß Haldenstein** wurde vom französischen Gesandten bei den III Bünden, J. J. Castion aus Mailand, erbaut, von Gg. Schauenstein umgebaut und in Régence- und Rokokostil ausgeschmückt. Das **Täfel des Prunksaales** von 1548, das reichste Beispiel italienischer Renaissance in der Schweiz, ist im 19. Jahrhundert ins Schloßmuseum von Berlin abgewandert. Ein ähnliches Geschick hat die Innenausstattung des **Untern Schlosses von Zizers** betroffen: der zweistöckige Festsaal, das «schöne Zimmer» und eine ganze Anzahl anderer Räume mit Decken, Öfen, Wandgetäfel und Möbeln sind im Genfer Musée d'Art et d'Histoire zu bewundern. Dagegen ist das **Oberes Schloß**, wie das Untere auch ein Salis-Bau von ca. 1690, ein intaktes Beispiel eines barocken Edelsitzes.

Das **Schloß Marschlin**s läßt auch in seiner heutigen Gestalt, die es dem Marschall Ulysses von Salis (1633) verdankt, die alte Anlage der ersten Burg erkennen, die von den Herren von Vaz als beschöfliches Lehen um 1250 erbaut wurde: es ist das einzige Wasserschloß in Bünden, das mit seinen 4 runden Ecktürmen um einen quadratischen Binnenhof an die Burgen Friedrichs II. denken läßt.

Für die detaillierte Behandlung der Bürgerhäuser und Schlösser verweist Poeschel auf seine beiden Publikationen: **Das Bürgerhaus im Kanton Graubünden**, 1923—1925, und **Das Burgenbuch von Graubünden**, 1929.

Den Abschluß des reichen Buches bilden Nachträge zu den früheren Bänden, meist auf Grund neuer Grabungen und Abdeckungen von Wandmalereien (Gsteigkirche in Maienfeld, Malereien in Ems, Dusch, Cazis, Truns etc.). Eine Fülle bibliographischer Angaben, die eine stupende Beherrschung der gesamten Literatur verraten, reiches Bildermaterial und Grundrisse, die Zusammenstellung der Steinmetz- und Bildhauerzeichen und Malermonogramme, ein Orts- und Namenregister sowie ein Ortsregister für die Bände II—VII machen das Werk zu einem vollkommenen Handbuch. Graubünden hat das besondere Glück gehabt, in Erwin Poeschel einen Kunstgelehrten von Format, von lückenloser Versiertheit und von unermüdlicher Arbeitskraft für die große Inventarisierung seines gesamten Kunstbestandes gewonnen zu haben. Es darf mit dem Autor stolz sein auf das abgeschlossene Werk.

DANIEL BURCKHARDT-WERTHEMANN, *Vom alten Basel und seinen Gästen*. Verlag Friedrich Reinhardt AG, Basel. 189 S., 96 Abb.

Wir haben es bei diesem Buche mit einer Reihe von sechzehn kürzern oder längern Stücken zu tun: Geschichten, Schilderungen und kunstgeschichtlichen Erörterungen. Sehr verschiedenes steht da beieinander, aber es handelt sich, mit einigen wenigen Ausnahmen, um Basel, um das alte Basel, in dem der Verfasser sich auskennt wie wohl kein zweiter.

In schlichter Sprache werden uns alte Begebenheiten erzählt, und oft auch gezeigt, wie sie aufgenommen worden sind, oder wie der davon Betroffene sie getragen hat. Wir erhalten Einblicke in Zustände des fünfzehnten und der folgenden vier Jahrhunderte, und meist sind es wenig bekannte Dinge, die wir dabei zu sehen bekommen. Vermittels guter Kenntnis der einschlägigen literarischen und künstlerischen Werke und dank einfühlendem Nachdenken ist der Verfasser zu großer Vertrautheit mit der Vergangenheit gelangt. Wie er in seinem «Wort zum Eingang» es ausdrückt, ist er der Ansicht, wir und unsre Kinder hätten die Pflicht, um Basels Vergangenheit zu wissen; neben der äußern Geschichte aber tue uns not ein Blick in das persönliche Leben der Bürger und Einwohner. Weiter bezeugt er «manche Erscheinung, manch bedeutsames äußeres Ereignis, das uns vielleicht dunkel und rätselhaft vorkam, findet durch eine ins Persönliche eines Menschenlebens gehende Betrachtungsweise seine Beleuchtung, ja seine Aufklärung».

Den Inhalt des Buches in einer kurzen Besprechung darzustellen, ist nicht möglich. Die folgenden Andeutungen sollen immerhin versuchen, einen Begriff davon zu geben. Greifen wir wenig heraus. Wir erfahren, wie es zur Erbauung des Kirschgartens in Basel, des ersten repräsentativen Gebäudes im klassizistischen Stil, gekommen ist, und lernen die markantesten Bewohner kennen; reizvoll ist es, den Verfasser auf seinen Wegen zu begleiten, die zur Entdeckung der Malerpersönlichkeit des Konrad Witz geführt haben, oder zu vernehmen, wie man sich die Tätigkeit des jungen Albrecht Dürer in Basel vorzustellen hat. In den andern Stücken, sowohl in den Geschichten als in den Schilderungen, dem «Spaziergang ums Tor» zur Biedermeierzeit, oder den «Basler Straßenrufen», und wieder im «Wort der Erinnerung an die bescheidenen Vorgänger des Zoologischen Gartens», in all dem geht es um Basler Ereignisse oder Zustände; aber immer wieder finden sich nachdenkliche Bemerkungen oder geschichtliche Angaben, oder auch Vermutungen und Kombinationen, die über diesen engern Kreis hinausführen.

In seinem Buche lehrt uns der Verfasser manch alte Gewohnheit, manchen alten sprachlichen Ausdruck, etwa auch Maßstab und Wertungen früherer Geschlechter kennen; doch stets ist es nur eine Auswahl; mit wenig Ausnahmen nämlich ist es die Oberschicht oder das gehobene Bürgertum, mit dem er sich eingehender beschäftigt. Wo es durch die Erzählung gegeben ist, rührt er etwa an Unarten und Fehler, in der Regel solche, die

auch uns Heutigen nicht fremd sind. Nüchtern werden die Menschen geschildert, zugleich aber mit Güte. Die Großen erstehen vor uns als Große (z. B. Witz und Dürer), zugleich aber auch als Menschen. Wenn er auf das alte Basel zu sprechen kommt, so ergeht es Burckhardt, wie es wohl nicht anders sein kann, und er schildert es als eine versunkene, liebenswerte Welt.

Über 90, zum Teil wenig bekannte Abbildungen verdeutlichen die Schilderungen.

Basel.

August Burckhardt.

EUGÈNE QUINCHE, *Les Helvètes. Divico contre César (109 à 52 av. J.-C.)*. Payot, Bibliothèque historique, Paris, 1948. 194 p., 3 fig.

Comme le concède l'élogieux compte rendu remis par l'éditeur, avec « prière d'insérer », en même temps que le livre d'Eugène Quinche, « l'histoire des seuls Helvètes n'aurait suffi à former un volume ». Pour remplir deux cents pages serrées, deux biais s'offraient donc à l'auteur : sortir de son sujet ou broder sur des textes trop succincts. Il s'est servi abondamment de l'un et de l'autre.

De longues parties de l'ouvrage n'ont avec le thème annoncé qu'un rapport lointain : on ignorait tout des Helvètes lors des invasions gauloises en Italie et en Grèce (chap. I) ; et ceux-ci n'envoyèrent qu'un modeste contingent à l'armée levée par Vercingétorix, prétexte à retracer prolixement toute la guerre des Gaules (chap. V). D'autre part, maintes descriptions « pittoresques » relèvent de l'imagination de l'auteur plus que de l'exactitude des faits : voir, par exemple, le portrait de Divico (p. 47 s.), ou le récit des noces de la fille d'Orgétorix (p. 81). Ce sont, paraît-il, les Ligures « qui nous fournissent la plupart des guides alpins » (p. 10) ; « nos ancêtres gaulois... ont introduit partout notre façon de penser » (p. 79) ; avant l'exode des Helvètes, « les garçons et les filles se rendaient les jours de fête en se tenant par le bras, d'un village à l'autre... » (p. 87). Il se peut !

Cette vision romancée de l'histoire pourrait trouver des défenseurs si, par ailleurs, la documentation de l'ouvrage apparaissait sans reproche. Tel n'est malheureusement pas le cas. Plus que de César ou Plutarque, ce que nous savons des Helvètes, nous le tenons des vestiges matériels subsistant dans le pays qu'ils ont habité après comme avant l'occupation romaine. Les fouilles archéologiques ont mis au jour des constructions, des inscriptions latines, des monuments figurés qui sont pour nous une source incomparable de connaissances. L'auteur n'en a fait aucun cas : il ignore la découverte du pont gaulois de Genève et celle du retranchement de César à Avully (p. 97 s.) ; les bustes de Prilly et d'Avenches, si typiques de l'art indigène, sont par lui passés sous silence ; son exposé sur l'Helvétie romaine (p. 181 sqq.) est d'une déplorable indigence. Le commentaire historique, souvent si verbeux, manque ailleurs de netteté et même d'exactitude. La localisation des Tigurins (*passim*), le sens du traité mentionné par Cicéron

dans le *Pro Balbo* (p. 128), les circonstances de la fondation d'une colonie romaine à Nyon (p. 181 s.) doivent, par exemple, appeler des réserves. Les étymologies de Zurich et de Zoug données, p. 73, comme certaines, sont erronées: plus personne n'admet aujourd'hui le rapprochement des noms de Zurich et de Tigurins, qu'avait déjà rejeté Scaliger (cf. F. STÄHELIN, *Die Schweiz in römischer Zeit*, 2^e éd., p. 133, note 2); et les «Tougènes» n'ont pu donner leur nom à Zoug, puisque ce nom, sous sa forme authentique, Toutoni, préservée dans une inscription, permet de les identifier avec les Teutons (cf. *ibid.*, p. 47, note 2, et HOWALD-MEYER, *Die römische Schweiz*, p. 356 s.). Quant aux pages consacrées à la carrière de César (p. 89 sqq.) ou aux événements de 69 ap. J.-C. relatés par Tacite (p. 185 sqq.), elles demeurent d'une bien fâcheuse imprécision.

Tout ce qu'on sait sur les Helvètes avait été pourtant déjà recueilli et analysé dans les précieux ouvrages de Howald-Meyer et de F. Stähelin sur la Suisse romaine. Si l'auteur du volume qui nous est soumis avait jugé bon de le pourvoir d'une bibliographie, nous saurions s'il n'a pas négligé de les consulter.

Genève.

Paul Collart.

ADOLF ROHR, *Studien zur Entwicklung der Immunitätsherrschaft Murbach-Luzern, besonders in Lunkhofen, Holderbank, Rein und Elfingen*. Diss. Zürich, Sauerländer, Aarau 1945. 218 Seiten.

Hier gelang es gewissenhafter Sonderforschung, vier kleine räumliche Gebilde rechts- und wirtschaftsgeschichtlich exakt zu analysieren. Leider gibt der vorliegende Sonderdruck (als Teildruck erschienen in Argovia 1945, Bd. 57) nur ein ungenaues Bild der geleisteten Arbeit, denn alles, was der Verfasser im ersten Teil des Titels andeutete und vor allem die luzernische Forschung interessiert, mußte beim Druck wegfallen. So sind denn im vorliegenden Druck alle die wichtigen Fragen, die im Original (in Maschinschrift auf der ZB Zürich) auf 108 Seiten dargestellt sind, hier auf 11 Seiten kaum mehr angedeutet — die Anfänge des Klosters Murbach, Immunitätsurkunden, die Kirchenvogtei über Luzern, die Lotharurkunde von 840 und die Kontroversen um den Traditionsrodel usw.

Freilich entschuldigt sich der Verfasser mit dem Hinweis, daß während des Krieges die elsässischen Archive nicht besucht werden konnten und er läßt durchblicken, daß er dies nachholen möchte. Doch ist es fraglich, ob für diese Frühzeit noch wesentlich neues Quellenmaterial zur Aufhellung der Beziehung zwischen Murbach und Luzern aufgestöbert werden könnte. Mancher luzernische Forscher kehrte seit Eutyck Kopp und Hürbin enttäuscht und mit dürftigen Notizen bereichert von einer Archivfahrt ins Elsaß nach Hause. Was bei einer solchen Untersuchung allerdings für die vier untern Höfe abfallen könnte, dürfte immerhin die wirtschaftliche Seite der spätern Zeit noch ergänzen. Daß zudem der Autor sich auf keine wissenschaftliche

Arbeit über Murbach stützen kann, deutet doch wohl an, daß die vielen Schwierigkeiten bisher von der Bearbeitung abzuschrecken vermochten.

Die Arbeit von Paul Kläui, die Anfänge des Klosters Luzern und ihre politische Bedeutung (in dieser Zeitschrift 1945, Nr. 1, S. 1—21) führt manche Lösung herbei und deutet zugleich die Richtung an, die die Forschung einzuschlagen hat — moderne, kritische und paläographische Untersuchung der schon bekannten Quellen und ihre Einordnung in die Zeitgeschichte. Aus diesem Grunde ist es außerordentlich bedauerlich, daß gerade der erste und wertvollste Teil der Arbeit nicht gedruckt werden konnte, und es müssen Mittel und Wege gefunden werden, damit die völlig neuen und klaren Resultate der spezifisch luzernisch-murbachischen Fragenkreise trotzdem der Öffentlichkeit zugänglich gemacht werden können.

Die Geschichte der vier untern Höfe rundet sich in der Arbeit von Adolf Rohr zu einem geschlossenen Bild. Der Verfasser geht aus von der Lage im weitem Raum und stellt die Siedlung in das Kräftespiel der Umgebung. Daß gerade für die Lokalgeschichte in der Nähe der vier Höfe sehr vieles abfällt, wird ohne weiteres verständlich. Zugleich aber sind die kleinen Monographien ein Musterbeispiel dafür, wie bäuerliche Siedlungen ihre reichen rechtsgeschichtlichen Probleme aufweisen und ein Musterbeispiel auch, wie eine solche Siedlung genau und sauber bearbeitet werden soll. So werden etwa die Hintergründe der vielen Verpfändungen aus der Zeitgeschichte heraus aufgedeckt. Vor allem werden die rechtlichen Zusammenhänge im kleinen Raume deutlich, und es ist dem Verfasser sehr zu danken, daß die Arbeit so ausdauernd und zäh scheinbare Kleinigkeiten aufspürte und wertete. Übersichtliche Kartenskizzen orientieren über den Raum und seine Ausstrahlung, sie ergänzen die wertvolle Arbeit und erleichtern das Studium.

Luzern.

Gottfried Boesch.

HERMANN WEIGOLD, *Untersuchungen zur Sprachgrenze am Nordufer des Bielersees auf Grund der lokalen Orts- und Flurnamen*. A. Francke, Bern 1948. 170 S., 3 Karten.

Die saubere sprachgeschichtliche Arbeit bringt über die sprachlichen Schicksale der Gemeinden nördlich des Bielersees (nicht des bernischen Seelandes, wie sich der Verfasser öfter sehr mißverständlich ausdrückt) von Vingelz bis Neuenstadt einleuchtende Feststellungen. Noch im 8. Jahrhundert muß die Gegend ganz romanisch gewesen sein. Bald darauf muß aber die alemannische Einwanderung eingesetzt haben, da im 11. Jahrhundert schon deutsches Volkstum in Twann feststellbar ist, wohin es sicher von der Bieler Gegend aus über Vingelz, Tüscherz und Alfermée weg vorgedrungen ist. Erst in nachmittelalterlicher Zeit ist weiter westlich noch Ligerz deutsch geworden, endgültig erst im 18. Jahrhundert. Damit hat

die Sprachgeschichte hier für das Mittelalter mit ihren Mitteln bestimmtere Feststellungen fertig gebracht, als es der Geschichte bisher möglich war.

Vielleicht besteht jedoch eine Möglichkeit, durch engere Zusammenarbeit von Sprachgeschichte und Geschichte zu noch genaueren Anschauungen über die Ursachen der Verdeutschung des Nordufers des Bielersees zu gelangen. Man wird dabei vor allem die Tatsachen der Siedlungsgeschichte und Wirtschaftsgeschichte genauer ins Auge fassen müssen. Beide Gebiete sind von Weigold nur sehr unvollkommen und vielfach unrichtig berücksichtigt worden. Wohl ist ihm aufgefallen, welche Bedeutung der Weinbau für die Entwicklung der Landschaft gehabt haben muß. Er bringt dafür auf den Seiten 11—15 eine Zusammenstellung von Angaben über den Rebbesitz von Klöstern am Bielersee, zum großen Teil von Klöstern der westlichen deutschen Schweiz. Diese Angaben sind jedoch längst nicht vollständig. Es ist auch weder versucht worden, den Rebbesitz von deutschschweizerischen geistlichen Stiftungen zeitlich in seiner Entwicklung zu fassen, noch seine Verteilung auf die verschiedenen Gemeinden des Rebürtels zu erkennen. Ganz beiseite gelassen sind die Angaben über den starken Besitz des deutschen Adels zwischen Jura und den Alpen im Rebland des Bielersees. Die Nachrichten über diese früh, d. h. vor oder im 13. Jahrhundert meist wieder verschwundenen Rebbesitzungen sind freilich schwer zu erarbeiten, aber sie betreffen gerade die für die Germanisierung der Gemeinden bis Twann entscheidenden Jahrhunderte, und sie gehören so unbedingt zur richtigen Kennzeichnung der Voraussetzungen für die deutsche Einsiedlung und den Sprachwechsel.

Ziemlich mißlungen ist ein großer Teil der historischen Ausführungen. Vor allem ist dem Verfasser der siedlungsgeschichtlich entscheidende Vorgang der Städtegründungen offenbar nicht recht bewußt geworden. Bei Biel ist überhaupt nicht davon die Rede, bei Neuenstadt in völlig unrichtiger Weise. Weigold, wie übrigens schon Zimmerli und andere, verwechselt die dem frühern 13. Jahrhundert angehörige Gründung der «neuen Stadt zum Turm von Nugerol» oder Nugerol durch die Grafen von Neuenburg mit der Neugründung von Neuenstadt nach der Zerstörung Nugerols 1 km östlich davon durch die Bischöfe von Basel zu Anfang des 14. Jahrhunderts. Er hat auch die Tatsache übersehen, daß dadurch wie durch die darauf folgende Gründung von Landeron durch die Neuenburger Grafen wieder etwas weiter westlich das ganze alte Siedlungsbild entscheidend verändert, die alte umfassende Landschaft Nugerol dauernd entzwei geschnitten wurde. An Stelle verstreuter Dörfer und Weiler wie Sarbach, Prapion usw. traten nun die beiden Städte, während die alten beiden Pfarrkirchen der Talschaft Nugerol vor ihren Mauern liegen blieben. Diese Dinge wären bei einer vom historischen Standpunkte aus unerläßlichen Ausdehnung der Arbeit über Biel im Osten und wenigstens Landeron und Cressier im Westen sicher ohne weiteres klar geworden.

OTTO MITLER, *Geschichte der Stadt Klingnau 1239—1939*. Aarau 1947. 403 S.

Mit der Geschichte von Klingnau erweitert Otto Mittler die Reihe aargauischer Stadtgeschichten in erfreulicher Weise. Obwohl die Geschichte, nach den bewährten Grundsätzen aufgebaut, bis zur Gegenwart geführt wird, liegt doch das Schwergewicht auf dem Mittelalter. Klingnau, 1239 von Freiherr Ulrich von Klinggen gegründet, ging schon nach dreißig Jahren an den Bischof von Konstanz über und blieb während mehr als eines halben Jahrtausends — unterbrochen von einigen Verpfändungen — in bischöflicher Hand. Eine bedeutende Selbständigkeit vermochte die Stadt gegenüber ihrem Herrn jedoch nicht zu erreichen, und Klingnaus Stadtluft machte daselbst sich niederlassende Eigenleute nicht frei. Die vom Bischof infolge der habsburgischen Schwäche ausgebaute Stellung wurde indes seit 1415 von den Eidgenossen in zähem Kampfe wieder zurückgebildet, und im Verlaufe eines Jahrhunderts gewannen sie als «hohe Obrigkeit» alle wesentlichen Herrschaftsrechte. Die Darstellung der mittelalterlichen Entwicklung gewinnt durch die vom Verfasser gezogenen Vergleiche mit andern Städten, etwa Kaiserstuhl. Diese erlauben ihm auch Lücken in den Klingnauer Quellen durch Analogieschlüsse zu überbrücken, denn durch den Stadtbrand von 1586 ist die Quellenlage sehr beeinträchtigt worden. Vorzüglich ist es dem Verfasser gelungen, Klingnau in den Rahmen der Konstanzer Bistumsgeschichte und allgemeiner stadtgeschichtlicher Probleme hineinzustellen. — Über das rein Stadtgeschichtliche hinaus enthält das Buch eine Reihe wertvoller Sonderbeiträge: die Ausführungen über den Minnesang und die plausible Zuweisung Berchtold Steinmars an Klingnau, die Darstellung der Johanniterkomturei, des st. blasianischen Amtes Klingnau und sodann die Geschichte des einzigen Wilhelmitenklosters in der Schweiz, Sion, dessen Necrologium Mittler bereits früher in einwandfreier Weise veröffentlicht hat.

Bei den neueren Partien möchten wir auf die wohldokumentierte helvetische Epoche hinweisen. Obwohl in einer gemeinen Herrschaft gelegen, deren Herren überdies in konfessionellem Gegensatz zur Stadt standen, zeigte sich absolut keine Lust zum Umsturz. Daß ideologische Einstellung eine geringe, dafür Opportunität eine bedeutende Rolle gespielt hat, wird in köstlicher Weise an der Haltung gegenüber dem Freiheitsbaum dargetan, den man 1799 erst fällte, als man vom endgültigen Abzug der Franzosen und Anmarsch der Österreicher ganz sichere Kunde hatte. Die politischen Überzeugungen wirkten sich nie allzu extrem und gegensätzlich aus, sonst hätten nicht zum Teil die gleichen Leute vor, während und nach der Helvetik in den Behörden gesessen. Diese Feststellung kann auch anderwärts gemacht werden.

Besonders hervorzuheben ist an Mittlers Geschichte die flüssige Darstellungsweise. Obwohl er stets auf die Quellen Bezug nimmt und eingehenden Erörterungen wissenschaftlicher Fragen nicht aus dem Wege geht, liest sich sein Werk ausgezeichnet und ist auch dem an der Geschichte seiner Heimat teilnehmenden Laien zugänglich.

Wallisellen.

Paul Kläui.

P. ARNOLD, *Der Simplon. Zur Geschichte des Passes und Dorfes*. Selbstverlag des Verfassers Pfarrer Arnold in Eggerberg. 280 S. 1948.

Eine Geschichte des Dorfes Simpeln oder besser der Talschaft südlich des Simplonpasses bis zur Landesgrenze bei Gondo kann in mehrfacher Beziehung eine größere Beachtung erwarten als eine beliebige Dorfgeschichte: Hier handelt es sich um eine vorgeschobene Grenzmark unserer Eidgenossenschaft, das einzige Stück, das die über alle Alpenpässe nach Süden quellende Volkskraft des deutschen Oberwallis politisch dauernd hat gewinnen können. Es handelt sich zugleich um eine der bedeutendsten Paßlandschaften der Zentralalpen, wo das Schicksal der Siedlung gänzlich vom Paßverkehr bedingt wurde.

Es ist deshalb auch nur gerecht, daß der Verfasser der Geschichte des Dorfes Simplon einen wesentlichen Teil seiner Darstellung dem Passe widmet. Er verfolgt seine Schicksale unter den Römern, unter denen eine Straße im Unterschied zu heute die Engpässe hoch an den Hängen überwand. Er schildert die Umlegung der mittelalterlichen Straße und das Emporsteigen des Passes seit dem 13. oder 12. Jahrhundert zu einer international wichtigen Strecke. Eine eingehende Darstellung erhält auch das Auf und Ab des Verkehrs in den nachmittelalterlichen Jahrhunderten, mit der großen Stockalperzeit im 17. Jahrhundert, dem Bau der Napoleonsstraße 1800—1805, schließlich dem Erliegen des Paßverkehrs nach der Durchbohrung des Simplons.

Im Zusammenhang mit den Schicksalen des Passes werden jeweilen die Nachrichten über die Talschaft gebracht, außerdem werden sowohl die Verhältnisse der Gemeinde Simplon wie die der früheren obersten Paßgemeinde An der Eggen je in einem besondern Abschnitt besprochen. Die letztere erhielt 1597 durch die Verschüttung des Dorfes Eggen einen Stoß, den sie nicht überwinden konnte. Schließlich werden zahlreiche Nachrichten über die Familien der Talschaft zusammengestellt.

Der Verfasser stützt sich für seine Arbeit einmal auf eine zahlreiche Literatur, dann aber auch auf ungedruckte Quellen im Gemeindearchiv, in Brig und in Sitten. Er vermag deswegen für die nachmittelalterliche Zeit des Passes und für die eigentlichen Gemeindeschicksale manches Neue zu bringen. So wird das Buch zu einem wertvollen Beitrag zur Walliser- und Schweizergeschichte.

Daran ändern auch einzelne Aussetzungen nichts, die zu machen sind. So wird z. B. auf S. 23 ein Vertrag der Oberwalliser mit einer Handelsgesellschaft von Mailand, abgeschlossen im Jahre 1008, nach einem Schriftstück des 17. Jahrhunderts im Stockalperarchiv erwähnt. Ein solches Abkommen zu dieser Zeit ist sachlich unmöglich, sowohl für das Oberwallis wie für Mailand. Es muß aus der historischen Literatur gestrichen werden, bevor es weitem Schaden anrichtet. Im übrigen ist öfters von Abkommen der Walliser mit einer oder der Handelsgesellschaft von Mailand die Rede. Hier handelt es sich immer um die «societas mercatorum» in Mailand, d. h.

die Kaufleutegesellschaft der Stadt, die Organisation der Kaufleute und die Wortführerin der Außenhandelsinteressen Mailands.

A r a u .

H e k t o r A m m a n n .

FRITZ BLANKE, *Bruder Klaus von Flüe*. Seine innere Geschichte. Zwingli-Bücherei 55, Zürich 1948. 119 S.

Der bekannte Kirchenhistoriker hat sich für sein Bruder-Klausenleben die besondere Aufgabe gestellt, die innere Geschichte des Einsiedlers vom Ranft zu schreiben. Schon der Mut zu dieser schwierigen, anspruchsvollen Themawahl verdient Anerkennung. Blanke hat sich in seinen früheren Arbeiten als scharfsinniger Interpret der Quellen ausgewiesen. Diese Tüchtigkeit macht sich auch in der Bruder-Klausenstudie vorteilhaft geltend. Der Verfasser hatte für sein Thema eine heikle Quellenlage zu meistern. Er mußte sich vor allem mit den Visionsberichten auseinandersetzen. Blanke ging dabei behutsam zu Werk, mit gediegenem wissenschaftlichem Rüstzeug, aus reichen Kenntnissen der mittelalterlichen Frömmigkeit schöpfend, kritisch sichtigend und prüfend. Das schuf klärende Aufhellung in noch strittigen Deutungen des Bruder-Klausenlebens (siehe besonders Soldatendienst, Liestalerlebnis). Bedeutsam ist aber die klare Herausstellung der innersten, beherrschenden Sorge des großen Eidgenossen und Gottesfreundes: das langjährige Ringen des Bruder Klaus mit seiner außergewöhnlichen Berufung. Die Arbeit von Blanke ist vor allem methodisch wichtig und anregend. Trotz der scheinbar trefflichen Interpretation der Visionsberichte durch den Verfasser möchte ich doch vom historisch-kritischen Standpunkt aus der fast ausschließlichen Verwertung solcher Zeugnisse ein kräftiges Fragezeichen setzen. Das große Mißtrauen, das bedeutende Theoretiker des inneren Lebens den Visionen entgegenbrachten, sollte uns stutzig machen. Bei allen Vorbehalten, die man deshalb dem Bruder-Klausenbüchlein von Blanke machen muß, darf sein hoher Wert für die Bruder-Klausenforschung nicht übersehen werden.

S t a n s .

T h e o p h i l G r a f .

Zwingli-Hauptschriften. Bd. 3: Der Verteidiger des Glaubens, I. Teil. Bearb. von Pfr. Oskar Frei. VIII und 319 S. 1947. — Bd. 11: Der Theologe, III. Teil. Bearb. von Pfr. Dr. Rudolf Pfister. VI und 364 S. 1948. Zwingli-Verlag, Zürich.

In verdienstlicher Weise hat sich der Zwingli-Verlag vor Jahren entschlossen, die Hauptschriften des Zürcher Reformators unter der bewährten Leitung von Prof. Dr. Fritz Blanke, Prof. Dr. Oskar Farner und Pfr. Dr. Rudolf Pfister in einer handlichen und für jedermann erschwinglichen «Volksausgabe» herauszugeben. «Haupt Gesichtspunkt der Auswahl ist es,

Zwinglis vielseitige Lebensarbeit in ihrem ganzen Reichtum zur Geltung zu bringen. Darum kommen neben den theologischen auch die politischen und pädagogischen Schriften zum Abdruck. Was bloß noch historisch wertvoll ist, wurde nicht berücksichtigt». Diesem Plan entsprechend gruppieren sich die Hauptwerke des Reformators in folgende Abteilungen: Zwingli, der Prediger; Zwingli, der Verteidiger des Glaubens; Zwingli, der Theologe; Zwingli, der Staatsmann; Zwingli, der Pädagoge. Was dem Rezensenten unverständlich erscheint, ist die Schaffung einer besonderen, die sog. «Schlußreden» umfassenden Abteilung: Zwingli, der Verteidiger des Glaubens. Eine solche, modern anmutende Differenzierung zwischen apologetischen und dogmatischen Schriften beim Zürcher Reformator wirkt gekünstelt. Es wäre richtiger gewesen, die Herausgeber hätten die 1523 entstandenen «Schlußreden», als Zwinglis erstes umfassendes Werk, an den Anfang der theologischen Schriften gestellt.

Pfr. Oskar Frei legt den ersten Teil, der von ihm gewissenhaft betreuten Ausgabe der «Auslegen und Begründen der Schlußreden» vor. Es handelt sich um die umfangreichste Schrift des Reformators, die infolgedessen als Hauptzeugnis seiner Lehre viel angerufen worden ist. Bekanntlich hat Zwingli für die erste Zürcherdisputation 67 Schlußreden oder Artikel aufgestellt, eine Zusammenfassung dessen, was der Reformator bisher in Zürich auf Grund der Schrift gepredigt hatte. In den ersten 16 Sätzen wird der evangelische Glaube begründet. Dann folgt in den Thesen 17—33 die Kritik der alten Kirche, währenddessen die restlichen Artikel mannigfache Forderungen kritischer und positiver Art anmelden. Durch den Vertreter des bischöflichen Hofes zu Konstanz, Generalvikar Faber, herausgefordert, hat Zwingli nach der erfolgreich verlaufenen Disputation seine Schlußreden ausgelegt und begründet, d. h. als gut evangelische Sätze dargetan. Dieses Werk ist schon deshalb überaus bedeutsam, weil aus ihm der frühreformatorische Zwingli mit seinen ursprünglichen Intentionen spricht. Der Bearbeiter, Pfr. Frei, hat seiner im ersten Teil vorliegenden Ausgabe der «Schlußreden» (Artikel 1—22) alle Sorgfalt angedeihen lassen. Der Text, der Zwinglis Sprache wiedergeben will, die Substantive aber, wohl um das Satzbild übersichtlicher zu gestalten, mit großen Anfangsbuchstaben schreibt, ist mit treffsicheren Anmerkungen und reichlichen, manchmal fast unnötigen Worterklärungen versehen, die auch dem des Zwinglideutschen ungewohnten Leser einen relativ bequemen Zugang zu diesem wichtigen Werk des Reformators bieten. Man kann sich freilich fragen, ob die Herausgeber, die ja eine «Volksausgabe» schaffen wollten, nicht besser daran getan hätten, auch die nichtlateinischen Werke Zwinglis in modernes, gut lesbares Deutsch zu übertragen. Denn in dieser, eben doch recht anspruchsvollen Form dürften die «Schlußreden» des Reformators wohl schwerlich tiefer ins Volk eindringen; dafür wird um so mehr der reformations- und geistesgeschichtlich interessierte Leser nach der, auch wissenschaftlichen Ansprüchen weithin genügenden Ausgabe greifen.

Analogue ist vom Abschlußband der Reihe: «Zwingli der Theologe» zu sagen, der von Pfr. Rudolf Pfister in ebenfalls vorbildlicher Weise bearbeitet worden ist. Er umfaßt, nebst den deutschen Schriften «Von der Taufe» und «Über das Abendmahl», die «Fidei ratio» (Rechenschaft des Glaubens) und die «Fidei christianae expositio» (Erklärung des christlichen Glaubens), die der Herausgeber in einer sorgfältigen, gut lesbaren und m. W. erstmals den vollständigen Text enthaltenden Übersetzung darbietet. Pfister läßt jeder einzelnen Schrift eine kurze, den historischen Rahmen aufhellende Einleitung vorangehen und erklärt gemäß den Editionsgrundsätzen der ganzen Sammlung hinreichend die schwierigen Ausdrücke und dunklen Stellen. Der theologisch interessierte Leser wird dem Bearbeiter besonderen Dank dafür wissen, daß er nun auf bequeme Weise Einsicht in die «Fidei ratio» benannte Bekenntnisschrift der Zürcher Kirche nehmen kann, die Zwingli Karl V. auf dem Augsburger Reichstag vom Jahre 1530 einreichte, und deren Vergleichung mit der «Confessio Augustana» des lutherischen Protestantismus ebenso gewinnbringend wie reizvoll ist.

Neuhausen.

Arthur Rich.

DORA FANNY RITTMAYER, *Vadian-Bildnisse*, Vadian-Studien, Untersuchungen und Texte, hgg. von Werner Näf, St. Gallen 1948.

Die hochverdiente Erforscherin der schweizerischen Goldschmiedekunst wendet sich in dieser Arbeit dem schwierigen Gebiet der historischen Ikonographie zu. Sie legt uns einen umfassenden, mit großer Akribie angefertigten Katalog sämtlicher bekannter Vadian-Bildnisse vor und versucht, sie stilistisch ein- und zuzuordnen und auf ihren Ähnlichkeitsgehalt zu prüfen. Ich glaube nicht, daß die Verfasserin in der breiten Anlage des Unternehmens zu weit gegangen ist; denn in einem solchen Fall — und es handelt sich immerhin um einen der bedeutendsten, wenn auch äußerlich recht wenig anziehenden Schweizer des 16. Jahrhunderts — muß man versuchen, sich der Vollständigkeit zu nähern. Insbesondere sind nach meiner Auffassung zu Recht auch die jüngeren Darstellungen (bis zum Vadian-Denkmal Richard Kiblings) einbezogen worden. Denn es soll ja nicht nur die Ähnlichkeitsfrage aufgerollt werden, sondern das Problem des für Kunst- und Kulturgeschichte, ja auch für Volkskunde aufschlußreichen Wandels in der Darstellungsweise ein und derselben bedeutenden historischen Persönlichkeit im Laufe der Jahrhunderte. Für die reiche Bebilderung ist man ganz besonders dankbar, denn sie ermöglicht teilweise eine Überprüfung der Thesen der Verfasserin; sie gibt aber auch wertvolles Vergleichsmaterial für Bestimmungen. Schade nur, daß das Monogramm des Bildes Nr. 4 (HSK) nicht reproduziert wurde. Dies hätte doch vielleicht einmal zur Identifikation des Künstlers führen können.

Trotz der Illustration ist es jedoch beinahe unmöglich, ohne Kenntnis der Originale zu der Beurteilung der Gemälde Stellung zu nehmen. Hier

liegen überhaupt die schwierigsten Probleme, während die Einordnung der graphischen Bildnisse mir endgültig scheint. Die paar folgenden Bemerkungen mögen als Anregungen und Überlegungen — etwa im Hinblick auf weitere ikonographische Studien — aufgefaßt werden.

Zunächst frage ich mich, ob es der Klarheit nicht förderlich gewesen wäre, zu den einzelnen Bildnistypen einen Stammbaum aufzuzeichnen, ähnlich einem Filiationsschema in der Handschriftenforschung. Auch verschiedene Wiederholungen wären dadurch überflüssig geworden, und die Erläuterung der Abhängigkeitsverhältnisse hätte sich in knappe Formeln prägen lassen.

Die Bedeutung der einzelnen Gemälde sehe ich etwas anders als die Verfasserin. Ich würde unbedingt die beiden zeitgenössischen Darstellungen Nr. 3 und 4 in den Vordergrund stellen. Diese beiden scheinen mir im Bilde Nr. 7 bewußt kombiniert worden zu sein, in diesem vor Vollendung der Arbeit noch rechtzeitig neu aufgetauchten Bild, das dem Holzschnitt in Bézas «Icones» (um 1580) als Grundlage zu dienen hatte. Es wäre zu überlegen, ob diese Kombination nicht auch auf die Bilder Nr. 1 und 2 einwirkte, mit deren Datierung ins 17. Jahrhundert ich völlig einiggehe. Diese beiden Gemälde mögen vielleicht im wesentlichen auf das verschollene Bildnis, welches der Basler Student J. W. Reiffenstein aus Wittenberg 1540 malte, zurückzuführen sein. Wieviel aber vom Kopisten der Barockzeit verändert und konstruiert wurde, läßt sich kaum sagen. Ich wäre deshalb bezüglich der Identifikation des Bildes Reiffensteins als unmittelbare Vorlage und bezüglich der Authentizität etwas vorsichtiger. Immerhin bleibt es höchst verdienstlich, daß die Verfasserin die Episode des jungen Reiffenstein wieder ans Licht brachte und unter Berichtigung älterer Irrtümer näher abklären konnte.

Hingegen sollte m. E. auf den Holzschnitt, angeblich von Tobias Stimmer, auf dem wiederum die Stiche von Hondius und de Bry beruhen, größeres Gewicht gelegt werden. Hier dürfte ein künstlerisch bedeutendes verschollenes Gemälde oder eine entsprechende Zeichnung als Vorlage angenommen werden. Vadian trägt auf dieser Darstellung das Magister-Birett, einen Mantel ohne Pelzkragen, ein reich gefälteltes Hemd und hält schräg vor sich mit beiden Händen ein Buch. Von wem das Vorbild stammte, kann man natürlich nicht sagen. Es läßt sich aber erkennen, daß es vor 1540 entstanden sein muß. Das Kompositionsschema ginge übrigens mit Arbeiten eines Hans Asper sehr schön zusammen.

Sollte auf Grund der Forschungen nun noch einmal ein weiteres zeitgenössisches Bildnis Vadians auftauchen oder identifiziert werden können, wäre dies für die Verfasserin wohl die schönste Belohnung ihrer eingehenden und nützlichen Arbeit.

Zürich.

D. Schwarz.

DORA FANNY RITTMAYER, *Die Kirchenschätze im St. Galler Linthgebiet*. Gebrüder Oberholzer, Uznach 1948, 134 S.

DORA FANNY RITTMAYER, *Rapperswiler Goldschmiedekunst*. Mitteilungen der Antiquarischen Gesellschaft in Zürich, Band 34, Heft 3, Zürich 1949, Titelblatt und 163 S.

Die Geschichte der Goldschmiedekunst hat sich zu einem selbständigen Zweig der Kunstgeschichte entwickelt. Ästhetisch hochstehende Formen in edlem Stoff, hervorragende Kunstfertigkeit in ihrer Herstellung und unbestrittene Bedeutung im öffentlichen und privaten Leben früherer Zeiten rechtfertigen diese Entwicklung, diese Erhebung auf eine höhere Stufe der Beachtung und Wertschätzung. Dazu gesellt sich ihr bedeutungsvoller Anteil an der Orts- und Familiengeschichte. Große und kleine Ortschaften und zahlreiche Familien sind stolz auf ihre Goldschmiede und ihre Werke, die zur Veredelung und Verschönerung des Lebens, dem ersten Zwecke jeder Kunst beigetragen haben. Kirchengefäße, Ratshauspokale, Zunftbecher, Tisch- und Zimmergeräte und Schmuckstücke gingen aus der kunstfertigen Hand der Goldschmiede hervor; die Herstellung von Siegel- und Münzstempeln wurde ihnen anvertraut. Kirchliches, staatliches und privates Leben spiegeln sich in den Goldschmiedearbeiten; Kunstsinn, Vornehmheit und Standesbewußtsein unserer Vorfahren leuchten uns aus ihnen entgegen.

Die Urheberschaft der Goldschmiedewerke früherer Zeit bekunden die freilich selten auf ihnen eingravierten Inschriften, häufiger die darauf eingestanzten Goldschmiedemerkmale, die Beschau- oder Ortsmarken und die Meistermarken, bestehend in Wappen oder Monogrammen. Diese sind aber vielfältig und vieldeutig. Da müssen archivalische Notizen aus Inventaren, Stifterrödeln und Rechnungsbüchern und dergleichen nachhelfen und ihre Zuweisung sicherstellen. Wir erhalten aus den alten Schriften gelegentlich auch Kunde von Meistern, deren Werke nicht mehr vorhanden und deren Existenz unbekannt ist.

Bei der Schweizerischen Ausstellung in Zürich im Jahre 1883 erhielt das Schweizervolk und ein weiteres Publikum zum ersten Mal eine größere Schau einheimischer und in der Schweiz vorhandener Goldschmiedewerke. Ein «Spezial-Katalog der Gruppe 38: Alte Kunst» fixierte deren Bestand auch schriftlich für die Zukunft (S. 218—233). Von den Goldschmiedemarken ist aber nur gelegentlich die Beschau- oder Ortsmarke erwähnt, die Meistermarke aber übergangen; wiederholt steht nur der Vermerk: «ohne Marken».

Von dieser Art der Behandlung sind wir heute nicht nur um einen, sondern um mehrere Schritte weiter gekommen. Heute interessiert uns nicht bloß die Ortsmarke, sondern in hohem Maße auch die Meistermarke, der Name des Erstellers dieser Werke, seine Familienzugehörigkeit; es interessieren uns seine Familien- und Standesverhältnisse und seine ganze Kunsttätigkeit.

Diese neuen Gesichtspunkte systematisch, mit zuverlässiger Sachkenntnis und mit dem Aufgebot großer Mühe und Unverdrossenheit auch in den archivalischen Nachforschungen unentwegt ins Auge gefaßt und durchgeführt zu haben, ist ein Hauptverdienst von Fräulein Dr. Dora Fanny Rittmeyer in St. Gallen. Sie ist zur tüchtigen Mitarbeiterin der Kunstdenkmäler-Ausgabe der Schweiz geworden. Persönliche technische Ausbildung als Goldschmied, gutes künstlerisches Urteil, ausgesprochener Forscher-sinn und eine gewandte, flüssige Darstellung befähigen sie dazu. Sie kann bereits auf eine Reihe einschlägiger Werke zurückblicken. Nennen wir: Zur Geschichte des Goldschmiedehandwerks in der Stadt St. Gallen, und: Die Goldschmiedewerke der Kathedrale St. Gallen, 70. und 71. Neujahrsblatt des Historischen Vereins des Kts. St. G., 1930 und 1931; Von den Kirchenschätzen der Klöster St. Urban und Rathausen und ihren Irrfahrten, Geschichtsfreund der V Orte 93, 1938; Geschichte der Silber- und Goldschmiedekunst in der Stadt Luzern, Luzern 1941; Der Kirchenschatz des einstigen Klosters Pfävers . . . , St. Galler Neujahrsblatt 85, 1945, und neben kleineren Aufsätzen die oben genannten zwei Abhandlungen. Sehen wir uns diese etwas näher an.

An die Spitze des Aufsatzes: «Die Kirchenschätze im St. G. Linthgebiet» stellt die Verfasserin den «Dank, gewidmet den Interessenten im Linthgebiet, vor allem den Persönlichkeiten, welche die Studien am meisten unterstützten» und reiht daran das Vorwort und den kunstgeschichtlichen Überblick und die eingehende Besprechung der kirchlichen und weltlichen Silberarbeiten. Die einzelnen Werke sind hier nicht nach ihrer Eigenart oder nach den Goldschmieden, sondern nach ihrem Standort aufgeführt und näher beschrieben. Die Darstellung ist im Drucke sehr übersichtlich angeordnet; 57 vorzügliche Abbildungen illustrieren den Text. Dazu kommt die Wiedergabe der Goldschmiedezeichen und ein ausführliches Register, in dem die Namen der Goldschmiede durch ein beigeseztes Sternchen kenntlich gemacht sind. Sehr willkommen werden manchem Freunde dieses Kunstgebietes die auf Seite 9 gebotenen Ornamentmuster mit beigefügtem Datum und ebenso die Skizzen der Becherformen des Rapperswiler Ratssilbers sein (S. 60). Sie dienen zur zeitlichen Bestimmung manches Stückes, das weder datiert noch signiert ist. Das schön ausgestattete Bändchen ist zweifelsohne geeignet und berufen, das Interesse und die Freude an den besprochenen Silberarbeiten in weite Kreise zu tragen. Die guten Beschreibungen und die Feststellung der Goldschmiede bilden von jetzt an für die Besitzer ein wertvolles Inventar.

In der «Rapperswiler Goldschmiedekunst» führt uns die Verfasserin in der Einleitung vorerst an Ort und Stelle, in die Zweirosenstadt am obern Zürichsee mit ihrem reichen kirchlichen und profanen Silberarbeitenbesitz; sie nennt dankbar die Chronisten und Sammler von einschlägigen Notizen und skizziert ihre Aufgabe: ein Bild von dem Schaffen der Rapperswiler Goldschmiede zu geben, ein Bild, das infolge mancher

Verluste nicht lückenlos, aber trotzdem reichhaltig geworden ist. Die sechs Abschnitte der Abhandlung geben 1. einen kunstgeschichtlichen Überblick über die Zeit vom Mittelalter bis in die erste Hälfte des 19. Jahrhunderts; 2. Die Rapperswiler Goldschmiede und ihr Handwerk; 3. Die weltlichen Silberschätze; 4. Das Kirchensilber; 5. ein Verzeichnis der Rapperswiler Goldschmiede, ihre Personalien und ihre Werke und 6. die Werkzeigentafeln mit den klar und kräftig gezeichneten Goldschmiedemarken. Alles ist in einem angenehmen, flüssigen Stil geschrieben, bisweilen mit vorzüglichen und träfen Bemerkungen pointiert. Meisterhaft ist nebst anderem das Geschick, mit dem die Verfasserin durch unverdrossene archivalische Forschung den Goldschmied Caspar Dietrich mit dem Monogramm CD — statt des bisher angenommenen GD — feststellt und identifiziert (S. 18 ff.). Den glanzvollen Abschluß des Ganzen bilden die dem Texte angeschlossenen 36 Bildertafeln mit 59 vortrefflichen Abbildungen nebst einigen Abbildungen im Texte selbst. Es sei der Kürze wegen nur auf die herrlichen Arbeiten der Dumeisen auf den Tafeln 24—32 hingewiesen. Wer aus Erfahrung weiß, wie schwierig die Metallarbeiten wegen ihrer Reflexe zu photographieren sind, wird der Herstellung dieser Bilder die Anerkennung nicht versagen. Der Dank, den die Verfasserin denjenigen ausspricht, die durch namhafte Beiträge die schöne Publikation ermöglicht haben, ist wohlverdient; er gebührt auch Fräulein Rittmeyer für ihre Abfassung. Und nicht bloß für diese, sondern für alle ihre Publikationen, denn sie sind wertvolle Vorarbeiten und Grundlagen für eine Geschichte der schweizerischen Goldschmiedekunst.

Engelberg.

P. Ignaz Heß.

GRETE HESS, *Schon damals*. Lebensbild einer Schweizer-Söldnerfamilie in Briefen. Buchdruckerei Paul von Matt & Cie. Stans 1947. 304 S.

Ein überaus ansprechendes und in seiner Schlichtheit überzeugendes Buch, das uns die Schicksale zweier Generationen von Spanien-Schweizern vom rein menschlichen Standpunkt aus nahebringt und auch zur Kenntnis der geschichtlichen Verhältnisse in der napoleonischen Zeit etwas beiträgt. Man könnte es auch ein Hohelied auf Gattentreue und Familienzusammenhalt nennen. Wer darin die Erörterung wissenschaftlicher Probleme oder *Détails* militärischer Natur sucht, soll es gar nicht erst zur Hand nehmen; wer aber etwas fürs Herz will, wird auf seine Rechnung kommen.

Es ist der dem Schweizer nicht unbekannt Name Deschwanden, der im Zentrum dieser Briefe steht. Aus alten, lange unzugänglich in einer Truhe verwahrten Familienpapieren ersteht vor dem Leser das teilweise herbe Schicksal des Hauptmannes Josef Remigi von Deschwanden und seiner Frau Magdalena, geborenen Leuw, und nachher ihres Sohnes Louis Victor, schon von seinem zwölften Lebensjahre an in Spanien dienend, der übrigens kein

anderer als der Vater des jedem Geschichtsfreund bekannten Abschiede-Bearbeiters Karl von Deschwanden ist. Jahrelange Trennung sich liebender Familienglieder und ewiges Warten auf Heimkehr, auf Zulassung zum Dienst oder Entlassung sind das Hauptthema dieser Briefe. Was den Eltern ihren Spanienaufenthalt vergällte — er nach den Kämpfen von 1810 mit den Franzosen mit dem Sohne zusammen in Frankreich gefangen, sie jahrelang in Mallorca ohne die Möglichkeit einer Heimkehr festgehalten —, wiederholt sich in etwas anderer Form bei dem jungen Paar: sie in banger Sorge daheim mit ihren Kindern und er in fast aussichtslosem Warten in spanischen Landen, zu Zeiten, als die Pest dort noch ganze Städte aussterben ließ. Daneben fallen Streiflichter auf die Nidwaldner Verhältnisse: das einfache Leben jener Innerschweizer Aristokraten zu Hause, Parteiungen und Landsgemeinde-Episoden werden berührt. Eine prächtige und faszinierende Frau ist vor allem diese Magdalena. Wie sie auf der einsamen Insel aushält, die Effekten der armen Schweizer in Spanien versteigert, um ihnen den Erlös zu retten, das Geld im Verrechnungsverkehr aus Spanien herauszubringen weiß und zugleich armen auseinandergerissenen Kriegsgeschädigten Briefe vermittelt und Unterstützung zukommen läßt, das ist wahrhaft groß und packend. Man denkt unwillkürlich an das Rote Kreuz, schon bevor die Herausgeberin auch ihrerseits diese Parallele zieht. Auch sonst sind viel Anklänge an das trübe Heute vorhanden; so erinnert etwa das ewige, echt spanische Hinausziehen der Justifikation des Louis Victor an die heutigen Denazifizierungsverfahren. Daß dagegen jene Zeit, auch in militärischen Belangen, noch weit geruhsamer war, ist klar; man sehe zu diesem Punkt etwa die Tagesordnung eines Schweizer Offiziers in Spanien, wenn nichts besonderes los war, auf p. 245 nach; die Parade nach 11 Uhr ist aber auch die einzige Verpflichtung militärischer Natur darin.

Das Buch bestätigt das auch von den französischen Diensten her sattem bekannte ewige Prellen der Schweizer um den Sold und ist geeignet, das von der Periode liberaler Überheblichkeit her bei uns immer noch grassierende absprechende Urteil über die Schweizersöldner korrigieren zu helfen.

Zürich.

Emil Usteri.

GIOVANNI FERRETTI, *Esuli del Risorgimento in Svizzera*. Zanichelli, Bologna 1948. 335 p. et un index des noms cités.

Auteur d'une belle monographie sur *Louis-Amédée Melegari à Lausanne* et de nombreux articles de revue sur les relations intellectuelles entre la Suisse et l'Italie, M. Ferretti complète aujourd'hui son œuvre par une précieuse contribution à l'histoire des réfugiés politiques italiens en Suisse. Dans une série d'études, presque toutes inédites, l'auteur retrace d'une manière détaillée la vie et l'activité des plus illustres d'entre eux, Pellegrino Rossi,

Mazzini et Santarosa, durant leur exil dans notre pays. Un chapitre particulièrement important est consacré au refuge italien à Genève, de 1821 à 1858; l'auteur y étudie le problème du droit d'asile en le replaçant dans la perspective politique de l'époque; enfin, à l'aide de documents inédits, M. Ferretti reconstitue les relations de James Fazy avec Mazzini et avec Cavour.

Non seulement l'auteur a dépouillé l'abondante littérature suisse et italienne (particulièrement les Mémoires, correspondances et documents publiés par l'Institut pour l'histoire du Risorgimento), mais il a tiré de nombreux textes inédits des archives de la Fondation Fazy, des Papiers Rigaud et des Registres du Conseil d'Etat, à Genève, du fonds des réfugiés politiques aux Archives fédérales, à Berne, des Archives du Risorgimento, à Rome, de la Vaticane et de diverses archives de famille.

Le premier essai, consacré à Pellegrino Rossi «bourgeois de Genève», est une des études psychologiques les plus fouillées qui aient été consacrées à ce brillant et ambitieux personnage à qui ses compatriotes reprochèrent de «changer de patrie comme on change d'habit» (Gioberti), mais qui demeura, à travers toutes ses métamorphoses, profondément attaché à sa vraie et seule patrie, l'Italie, comme il l'avoua un jour à Guizot qui rapporte dans ses *Mémoires* ces paroles de Rossi: «Vous ne vous trompiez pas en pensant que c'était de l'Italie que je m'occupais; c'est ma pensée, ma pensée de tous les jours, elle le sera tant que j'aurai un souffle de vie». C'est pourquoi les Genevois ne comprirent pas l'homme, en dépit de leur engouement pour ses talents et son génie. M. Ferretti a analysé avec beaucoup de finesse la «crise» genevoise de Rossi et les causes de son départ. «On l'admirait trop; on ne le sentait pas assez fidèle au culte d'une Genève patriarcale, jalouse de ses traditions, fermée sur elle-même, telle que Sismondi continuait à la rêver plus qu'il n'osait cependant se l'avouer à lui-même» (p. 65).

Dans le chapitre consacré aux réfugiés à Genève, l'auteur décrit les principales crises de ce long différend entre les puissances de la Sainte Alliance — qui se considéraient comme lésées par l'hospitalité que les Cantons offraient à leurs sujets indisciplinés — et la Suisse — qui se défendait de son mieux pour faire respecter le droit d'asile, qu'elle considérait comme un devoir sacré. L'auteur met en relief la figure du Syndic J.-J. Rigaud qui, dans ses «Carnets» inédits — dont M. Ferretti cite de nombreux fragments — se révèle un défenseur particulièrement bienveillant et intelligent des réfugiés.

L'auteur s'est penché longuement sur Fazy, qui fut lié étroitement avec Mazzini lors de son premier séjour (1834—1836) et qui le protégea en 1849, lors de son second séjour à Genève, après la chute de la République romaine. M. Ferretti montre comment Fazy, plein de sympathie pour les réfugiés au début de sa carrière politique, alors qu'il était lui-même dans l'opposition, s'éloigna d'eux au fur et à mesure qu'il devint un personnage important, ami de Cavour et de Napoléon III, engagé dans de grosses

affaires de banque et de constructions ferroviaires. Cette évolution de Fazy influença considérablement son attitude à l'égard du problème des réfugiés, surtout après l'attentat d'Orsini.

Dans un chapitre intitulé «Mazzini et l'Europe centrale», l'auteur reconstitue d'une manière détaillée les relations de Fazy et de Mazzini à l'aide des lettres inédites que le révolutionnaire italien adressait, sous le nom de Strozzi, au futur homme d'Etat genevois. Isolé et désireux de s'imposer, Fazy recherchait l'amitié des étrangers; dans leur milieu, il se sentait à l'aise; c'est ainsi qu'il connut le jeune agitateur italien et qu'il lui ouvrit les colonnes de l'*Europe centrale* qu'il avait fondée pour affirmer, contre le *Journal de Genève*, où il ne pouvait plus écrire, le caractère cosmopolite de sa pensée. La collaboration de Mazzini dura jusqu'en été 1835, année où les deux hommes, trop différents de tempérament, se séparèrent. Les lettres de Mazzini que publie M. Ferretti sont fort intéressantes pour la genèse des idées mazziniennes sur l'association des peuples (p. 241—243), pour son attitude en face de la Charbonnerie (p. 245—247) et de la Sainte Alliance à laquelle il oppose la «Jeune Europe» (p. 248—250). Dans un dernier chapitre sur «Le comte Cavour et James Fazy», M. Ferretti reproduit les passages des *Mémoires* de Fazy (publiés entre temps par M. F. Ruchon) se rapportant à ses deux entrevues avec Cavour. Il est intéressant de voir qu'avant de devenir premier ministre et d'orienter sa politique vers une collaboration avec le Second Empire, Cavour s'en soit ouvert d'une manière aussi précise à Fazy dont il trouvait alors (en 1852), comme il l'écrivait à un ami, les «idées très raisonnables». Sur les intentions de Cavour qui voulait faire de Fazy un instrument de sa future politique, on lira avec profit les commentaires de l'auteur, fondés sur l'historiographie italienne.

Enfin, à l'aide d'une lettre inédite de Cavour à Fazy, M. Ferretti montre comment l'homme d'Etat genevois fit connaître au premier ministre italien le général hongrois Klapka, réfugié à Genève depuis 1852, et comment il le fit passer secrètement à Turin, en été 1856, à la demande de Cavour.

Il y aura lieu, dans une réédition éventuelle, de corriger quelques erreurs de lecture dans les textes français et de compléter quelques lacunes dans la documentation.

Genève.

S. Stelling-Michaud.

PETER WALLISER, *Der Gesetzgeber Joh. Baptist Reinert und das solothurnische Zivilgesetzbuch von 1841—1847*, unter besonderer Berücksichtigung der rechtshistorischen Entwicklung des solothurnischen Privatrechts. Verlag Otto Walter AG., Olten (1948). 607 S.

Wenn in der solothurnischen Geschichtsschreibung von der Regenerationszeit die Rede ist, so werden in der Regel die führenden Köpfe Josef Munzinger, Joh. Baptist Reinert und Johann Trog genannt. Während Mun-

zinger und auch Trog auf dem Schauplatz der eidgenössischen Politik eine bedeutsame Rolle gespielt haben, ist Reinert außerhalb der Grenzen seiner engern Heimat kaum bekannt. Nur der Rechtshistoriker, der sich um die Entwicklung des Zivilrechts kümmert, liest seinen Namen und stößt bei Gelegenheit auf das Lob, das ihm der Schöpfer des eidgenössischen Zivilgesetzbuches, Eugen Huber, gespendet hat. Es war das Reinert zugeteilte Schicksal, daß er seine glänzenden Gaben im Bereiche seines Heimatkantons als Regierungsrat und kantonaler Gesetzesredaktor fruchtbar werden ließ.

Über Reinert hat nun ein junger Jurist ein stattliches Buch herausgegeben, indem er seine Dissertation zu einer größeren Monographie ausweitete. Angeregt durch den seither verstorbenen Basler Professor Robert Haab machte sich Walliser an den «Versuch», das von Reinert geschaffene solothurnische Zivilgesetzbuch «nach einem allseitigen weltanschaulichen und kulturgeschichtlichen Gesamtplan inhaltlich auszuschöpfen». Uns scheint, es sei nicht nur ein Versuch geblieben. Nach den Absichten des Verfassers steht also das Gesetzbuch im Mittelpunkt, und alles Biographische, wie es der Titel andeutet, ist daraufhin ausgerichtet. Dieses Ziel, nach dem das Buch bewertet sein will, verlangt, daß das rein Rechtliche immer im Zusammenhang mit dem Persönlichen und dem Zeitgeschichtlichen gesehen werden soll, ja diese Zusammenhänge sind der eigentliche Gegenstand der Arbeit. Infolgedessen greift denn das Buch in mannigfaltige geschichtliche Bereiche hinein, und der Verfasser kommt ins Gespräch mit andern Historikern und Juristen wie Julius Derendinger, Hugo Meyer, Hermann Büchi, Johann Mösch und Bertha Lätt, die sich mit Reinert als Staatsmann oder Juristen beschäftigt haben.

Durch die Lektüre des Buches erhält man von Reinert den tiefen Eindruck einer ungewöhnlichen Persönlichkeit. Aus einer katholischen Bauernfamilie, die im abseits gelegenen Hofe «Heißacker» bei Oberdorf nördlich von Solothurn ihr Tagewerk vollbrachte, kam Reinert an das Professorenkollegium in die Hauptstadt Solothurn und von da an die Universität Berlin, wo er Schüler des Rechtsgelehrten v. Savigny und des Philosophen Joh. Gottl. Fichte war, der ihn sogar zu seinem Hauslehrer bestellte. Durch diesen Bildungsweg kreuzen und verbinden sich in seinem Wesen zwei Welten: die vom Romantiker durchgeistigte Gebundenheit an heimische Geschichte und an das Brauchtum des bodenständigen Volkes, kurzum an sogenannte konservative Kräfte, und zum andern der Individualismus und Liberalismus des klassischen Idealismus Fichtescher Prägung. Realistische Einstellung zur Umwelt verband er mit religiöser Freiheit und Toleranz und war ein unbedingter Anhänger des Rechts- und Freiheitsstaates gegen absolute Gewalt. Fast könnte man von zwei Seelen in einer Brust reden, und Walliser zeigt auf vielen Seiten seines Buches das Spiel und Gegenspiel der entgegengesetzten Welten in Reinerts Denken und Handeln. Man hat nun aber gar nicht den Eindruck eines innerlich zerrissenen und leidenden

Menschen. Im Gegenteil: Unter der Dominante einer liberalen Haltung wußte er die verschiedenen Geistesströmungen in ein einheitliches Bett zu leiten und die aufs erste sich widersprechenden Elemente zu einem geordneten Ganzen zusammenzufassen: liberale Grundsätze mit einem starken Sinn für das organische Werden geschichtlicher Gemeinschaften. Doch der gewünschte Einblick in die letzte Einheit seiner Persönlichkeit bleibt uns verborgen.

Gerade das sorgfältige Bemühen des Verfassers um die grundlegenden Anschauungen Reinerts in seiner staatsmännischen Tätigkeit zeigt, wie vorsichtig man jederzeit mit den üblichen Begriffen wie konservativ, liberal, radikal und dergleichen umgehen muß. Da man diese Begriffe nicht umgehen kann, sie aber sofort in jedem Leser gewisse, oft schon längst geprägte Vorstellungen erwecken, so ist in einer wissenschaftlichen Darstellung, wie Walliser es gewissenhaft anstrebt, wohl abzuwägen und zu umschreiben, welcher Ausdruck im gegebenen Augenblick wirklich zutrifft. Je näher man den Gestalten vor hundert Jahren tritt, umsomehr erkennt man, daß sie mit einer einzigen Bezeichnung nicht zu etikettieren sind. Varianten sind in jedem Parteilager viele, und endlich gilt immer wieder: Individuum ineffabile est.

Beim Gang durch Reinerts Leben, das wir im Einzelnen hier nicht verfolgen können, kommt der Verfasser auch auf den Balsthalertag vom 22. Dezember 1830 zu sprechen. Er schließt sich hier der Anschauung von Joh. Mösch und seiner «Ausgleichsbewegung» an, wonach der genannte Tag von untergeordneter Bedeutung war und damit auch J. Munzingers Rolle. Einwandfrei steht wohl fest, daß Reinert anderer Auffassung über das Vorgehen war als Munzinger, der sonst mit Reinert befreundet war. Ob aber der Balsthalertag nicht doch von entscheidendem Gewicht war, indem schon der Schatten, den er vorauswarf, seine Wirkung ausübte, das wäre doch noch einmal zu überprüfen. Man kommt wohl der geschichtlichen Wirklichkeit am nächsten, indem man das Doppelgesicht des Tages gelten läßt, daß er für die Volksherrschaft des ganzen Solothurner Volkes gegen das Patriziat demonstrierte und zugleich der Ausgangspunkt der liberalen Vorherrschaft im Kanton wurde, da es liberale Führer waren, die den Tag organisierten und leiteten. Wenn es sich ferner darum handelt, ob Munzinger oder Reinert den politischen Gang der dreißiger Jahre bestimmt habe, so erkennt man doch aus allem, daß beide, jeder nach seinem Charakter, jenes juste milieu, den Ausgleich zwischen Stadt und Land, pflegten, indem sie die Führung des Kantons unter einer liberalen Geistesaristokratie auf den Grundlagen einer rein repräsentativen Demokratie erhalten wollten, um auf diesem Wege «aus einem kirchentreuem und konservativ eingestellten Kanton ein liberales Staatswesen zu schaffen». Darum die ablehnende Haltung gegen das Veto. Das Volk sollte zur liberalen Demokratie erst reif werden.

In der Gesetzgebung war eine außerordentliche Zeit. Eine Fruchtbarkeit an Neuschöpfungen ohne gleichen in der solothurnischen Geschichte,

denn es war unendlich viel nachzuholen. Überall bewährte sich Reinert. Die Krönung seines Lebenswerkes war das solothurnische Zivilgesetzbuch, dessen Vorläufer Walliser ebenfalls bespricht.

Bei der systematischen Betrachtung des solothurnischen Zivilgesetzbuches, des Hauptgegenstandes der Arbeit, faßt der Verfasser einerseits den statisch-konservativen Gehalt des ZG, andererseits den dynamisch-liberalen zusammen. Unter jenen ordnet er das Familienrecht, das Eherecht, das Ehegüterrecht und das Erbrecht unter, indem er nachweist, daß sich hier Reinert eng an das traditionelle Recht und das katholische Empfinden des Volkes anschließt. Indem er sich an das alamannische Recht hält, zeigt er sich gegenüber dem romanistischen und französischen Rechtsdenken eines Code civil abhold. Bei der Umschreibung der Rechtspersönlichkeit der einzelnen Person aber und in wirtschaftlichen Belangen tritt der Liberalismus in den Vordergrund. Aber nirgends keine doktrinäre Regel, oder doch selten; darum keine Regel ohne Ausnahme. Trotz manchesterlichem Liberalismus ein soziales Mitgefühl für den Arbeiter. Hinwiederum öffnet Reinert in einem fast noch ganz agrarischen Kanton die Tore für den kommenden Einzug der modernen Industrie weit.

Wallisers Werk, das, versehen mit einem Bilde von Reinert, einem reichhaltigen Literaturverzeichnis und einem Register, durch angenehmen Druck und gediegene Ausstattung erfreut, wird wegen seiner Gründlichkeit, seiner Fülle von Gesichtspunkten und mannigfaltigen Hinweisen immer wieder in der solothurnischen Forschung zu Rate gezogen werden und seinen Platz behaupten; es verdient infolge seiner geistesgeschichtlichen Einstellung, die den kantonalen Rahmen sprengt, auch außerhalb solothurnischer Lande gelesen und studiert zu werden.

S o l o t h u r n .

B r u n o A m i e t .

SIGMUND WIDMER, «*Das ist die Freiheit!*» «*Das ist Barbarei!*». *Sonderbundskrieg und Bundesreform von 1848 im Urteil Frankreichs.* Albert Züst Verlag, Bern-Bümpliz. 212 p. in-8°.

M. Sigmund Widmer a écrit une excellente étude de l'opinion française d'il y a un siècle sur la crise du Sonderbund et la réforme constitutionnelle de 1848. Ses deux premiers chapitres sont consacrés aux débats sur la question suisse à la Chambre des Pairs en janvier 1848, et à la Chambre des Députés, en février de la même année. Dans cette abondante production oratoire, l'auteur a su choisir ce qui était le plus caractéristique, ce qui faisait l'originalité du point de vue de chaque orateur; et surtout, une brève et précise analyse des opinions politiques et de la carrière de ceux qui sont intervenus dans ce débat permet de mieux saisir le sens de leurs discours.

Dans un troisième chapitre, M. Widmer étudie les opinions et les ouvrages de Français de l'époque qui, par la parole ou par la plume, ont joué aussi un rôle dans cette discussion en dehors du parlement. Dans le dernier enfin, il conclut, en montrant bien l'importance sur les révolutions de 1848 des événements de l'automne 1847 en Suisse: encouragement aux libéraux et aux radicaux de tous les pays; crainte de la contagion révolutionnaire chez les réactionnaires; et surtout, stupéfaction générale devant la rapidité de la décision, devant la brièveté et l'innocuité de la guerre civile; mauvaise humeur aussi causée par ce petit Etat qui se permet d'échapper à la tutelle des grands et apparaît soudain comme une force militaire nouvelle et appréciable au cœur du continent. M. Widmer termine par des considérations intéressantes sur le sens de notre neutralité pour l'étranger, sur le droit d'intervention prétendu des grandes puissances et sur leur médiation éventuelle.

Cet ouvrage renferme un grand nombre de citations, parfois assez longues, qu'il est commode de trouver ainsi réunies dans un petit volume maniable et bien imprimé.

Ce qui précède montre suffisamment les mérites certains du livre de M. Widmer, pour qu'il soit permis de finir par quelques légères critiques. Le titre d'abord sacrifie trop au désir d'originalité; pour le comprendre, il ne suffit même pas de lire le livre, il faut de plus une explication de l'auteur dans une sorte de présentation de son ouvrage sur la couverture. — Dans son désir de montrer que l'étranger se trompait sur la Suisse de 1848, M. Widmer minimise par trop les tendances communistes certaines de quelques radicaux vaudois de l'époque, de Delarageaz par exemple¹. — On aurait aimé retrouver en français quelques-unes de ces pages magnifiques de l'éloquence française, plutôt que de les voir traduites, fort correctement d'ailleurs, en allemand; mais alors pourquoi ne pas s'en tenir à ce propos et laisser cependant une cinquantaine de courts passages en français dans le texte? Surtout si c'est pour que le fameux *La France s'ennuie* de Lamartine apparaisse bizarrement défiguré en *La France s'attriste*². — Dans les notes et dans la bibliographie, quelques noms et titres français sont désagréablement estropiés³. Enfin, par une bévue typographique, Broglie devient duc de Paris⁴, tandis que Circourt entre à l'âge de treize ans au service du ministère de l'Intérieur, et que la notice sur Portalis place la

¹ P. 108.

² P. 104. De même, p. 136, il faut lire «l'idéal du self-government», et non *au*; p. 149, dans la citation de Thiers, il faut lire «Jamais une guerre civile ne s'est passée...».

³ P. 189: Mémoires d'exile; p. 203: Ministère de guerre, au lieu de la guerre; p. 204: constitutionnelle; p. 206: Dumour au lieu de Dumur; Histoire de gouvernement, au lieu d'histoire du gouvernement; p. 208: Augustio Thierry.

⁴ P. 192.

Chambre des Pairs et la Restauration en 1812 déjà⁶. Mais ce sont là péchés véniels, qui n'empêchent pas M. Widmer d'avoir fait une œuvre utile et de valeur.

Lausanne.

Louis Junod.

HANS ZIMMERMANN, *Sozialpolitische Ideen im schweizerischen Freisinn 1914—1945*. Juris-Verlag, Zürich 1948. 196 S.

Diese unter Prof. Dr. R. Büchner (Zürich) entstandene volkswirtschaftliche Dissertation berührt ein Gebiet, das in absehbarer Zeit auch vom Historiker betreten werden muß. Sie stellt eine Fortsetzung des 1935 erschienenen Werkes von H. Rutishauser über den Liberalismus und die Sozialpolitik der Schweiz im 19. Jahrhundert dar. Solche Arbeiten sind aus zwei Gründen sehr zu begrüßen. Einmal eröffnen sie uns den Zugang zu einem riesigen Problemkreis, der das öffentliche Leben seit 70 Jahren je länger je mehr bestimmt. Sodann geben sie uns wertvolle Aufschlüsse über die Partei- und damit die Landesgeschichte ganz allgemein. So scheint mir ein wichtiges Resultat der vorliegenden Arbeit darin zu liegen, daß sie zeigt, wie sehr die Struktur und die Doktrin der freisinnigen Partei von den sozial- und wirtschaftspolitischen Auseinandersetzungen der letzten Jahrzehnte beeinflußt worden ist. Unter ihren Wirkungen verlor der Radikalismus seine ehemals feste weltanschauliche Einheit und zerfiel mehr und mehr in wirtschaftspolitisch heterogene Gruppen, die nur dadurch überhaupt noch zusammengehalten werden konnten, daß man die starken inneren Gegensätze durch Kompromisse — oft auch durch Schaukelpolitik — ausgleichen konnte. Zimmermann unterscheidet einen linken Flügel, der die Interessen der sog. freien Gewerkschaften vertritt, die Gruppe der Angestellten, des gewerblichen Mittelstandes und des Unternehmertums als wichtigste Kraftzentren innerhalb der Partei. In der Folge läßt er die wichtigsten Ereignisse der Periode von 1914—1945 Revue passieren, als Illustration dafür, wie jeder wichtige sozial- und wirtschaftspolitische Entscheid beinahe nichts anderes war als ein nach langem Markten erreichter Kompromiß. Dabei kommt zum Vorschein, daß die Differenzierung innerhalb der Partei oft noch größer war als oben angedeutet, weil auch noch die Nuancen des westschweizerischen und des konfessionell antikatholisch gefärbten Radikalismus hineinspielten. Eine gewisse Konstante machte sich nur insofern bemerkbar, als der rechte Flügel, d. h. die Unternehmerkreise als mächtigste Gruppe schließlich meist ihren Willen durchsetzten, was z. B. die Zürcher Demokraten 1941 veranlaßte, aus der Partei auszutreten.

Im zweiten Teil untersucht Zimmermann die Parteipolitik im Hinblick auf sieben Sachfragen: Arbeitszeit, Arbeitslosigkeit, Sozialversicherung, Lohn, Gewerkschafts-, Mittelstandspolitik und betriebliche Sozialpolitik. Es

⁶ P. 192 et 199.

gehört wohl zu den schwierigsten Aufgaben des Historikers, das moderne sozialpolitische Geschehen zu durchleuchten und einen wirklichen Überblick zu entwerfen. Der Rezensent möchte es darum dem Verfasser nicht allzu stark ankreiden, daß in seinem Buche die wahrhafte Durchdringung des Stoffes fehlt. Das Thema ist in seiner Art zu schwierig, als daß es in einer Dissertation befriedigend verarbeitet werden könnte. Zimmermann beschränkt sich darauf, in jedem seiner sieben Abschnitte noch einmal die historische Entwicklung darzustellen, wobei er nicht nur das im ersten Teile Gesagte oft wiederholen muß, sondern auch innerhalb des zweiten Teiles nicht ohne Doppelspurigkeit auskommt. So fehlt vor allem eine klare Scheidung zwischen der sozialpolitischen Doktrin und Praxis. Man vermißt ferner, daß die Einzelprobleme nicht richtig zueinander in Beziehung gesetzt werden, daß überhaupt die Fixpunkte fehlen, um die man die vielfach verschlungenen Fragen hätte gruppieren sollen. Warum sagt ferner der Verfasser nichts von der Wirkung des 1937 abgeschlossenen Arbeitsfriedens auf die freisinnige Partei? Wie soll man sich z. B. folgenden Satz erklären: «Obwohl die schweizerische Bundesverfassung schon seit dem Jahre 1874 in Artikel 56 über die Vereinsfreiheit auch die Freiheit zur Bildung von Verbänden der Arbeitgeber und der Arbeitnehmer gestattete...» (S. 138)? Das Koalitionsrecht war eben in erster Linie ein Problem des Privatrechtes und darum trotz der Vereinsfreiheit noch bis in die jüngste Vergangenheit hinein oft Gegenstand schwerwiegender Kontroversen. Erst durch die Wirtschaftsartikel von 1947 (Art. 34 ter) ist die Gewerkschaft und damit die Koalitionsfreiheit verfassungsrechtlich anerkannt.

Trotz der Kritik sei der Wert von Zimmermanns Untersuchungen festgehalten. Der Verfasser hat die enorme Arbeit des Quellenstudiums gut bewältigt, indem er das massenweise vorliegende Material geschickt ordnet, eine Menge wichtiger Hinweise gibt und auf später tiefer zu verarbeitende Zusammenhänge deutet. Er hat also ein weitreichendes Gebiet der neuesten Geschichte als Pionier durchstreift, und dafür danken wir ihm.

B a s e l.

E r i c h G r u n e r.

ROBERT GEILINGER, *Die Institutionen der direkten Demokratie im Kanton Zürich*. Juris-Verlag, Zürich 1947. 315 S.

Eine bisher kaum untersuchte Frage ist die nach dem Wert und Unwert des Referendums und der Initiative. Robert Geilinger liefert zur Beantwortung in seiner juristischen Dissertation sehr viel wertvolles Material. Nachdem er im juristischen ersten Teil die Rechtsinstitute der direkten Demokratie im Kanton Zürich durchgegangen hat, untersucht er im zweiten Teil die Praxis der direkten Demokratie, indem er erstens die Statistik der Stimmbeteiligung auswertet und dann nach den Gründen der Annahme und Verwerfung von Vorlagen fragt. Im Zentrum der theoretischen Aus-

einandersetzung steht das Problem, ob so etwas wie ein politischer Wille des Volkes erkennbar sei. Die Antwort zieht sowohl den Gegenstand der Gesetzesvorlage wie auch regionale Einflüsse, solche der Jahreszeit etc. in Rechnung. Die Untersuchung fördert nicht überwältigende, aber immerhin aufschlußreiche Resultate zu Tage. Bemerkenswert ist z. B. das Verhältnis der angenommenen zu den verworfenen Vorlagen (72 % : 28 %), ferner die Beobachtung, daß seit 1918 die Anzahl der jährlich vorgelegten Gesetze zunimmt, die staatliche Tätigkeit sich also intensiviert hat, wogegen die Zahl der Initiativen im 20. Jahrhundert sehr stark zurückgegangen ist. (Von 472 Abstimmungen seit 1869 sind im ganzen 56 Initiativen.) Ein Fingerzeig für jene, die glauben, es fehle der heutigen schweizerischen Demokratie zu ihrer endgültigen Vollendung außer dem Frauenstimmrecht nur noch dies eine, daß man nämlich auch die Volksinitiative für Gesetzesvorlagen einführe. Weiter findet Geilinger, daß das Volk im allgemeinen Gesetze, die einen konkreten Einzelfall ordnen, eher annehme als solche, die große Komplexe kodifizieren, daß es sich in den Abstimmungen bei gewissen Sachfragen als konservativ erweise (Erhaltung der politischen Rechte und der individuellen Freiheitssphäre), und daß auch Gesetze bejaht werden, die vom Volke Opfer verlangen.

So wertvoll Geilingers Abhandlung ist, so erhellt sie eben doch nur einen Teil des oben visierten Gesamtproblems. Er bezieht die Parteikonstellationen kaum in seine Untersuchungen ein und prüft überhaupt zu wenig, ob der Bürger nicht oft bei Sachabstimmungen seinem Ärger Luft macht, weil er es bei den Wahlen weniger tut. Gerne hätte man ein abschließendes Urteil darüber erwartet, inwiefern das Referendum die Gesetzgebung behindere oder fördere, d. h. wie der Volkswille auf die beratenden Behörden wirke, was etwa durch Vergleiche von Gesetzen hätte geschehen können, die dem Volke zweimal vorgelegt werden mußten. Schließlich interessiert es den Leser auch, ob das Referendum sich so auswirkt, daß die Behörden unpopuläre Gesetze etwa gar nicht erlassen. Man wünschte sich ähnliche Bearbeitungen auch auf dem Gebiete der eidgenössischen Abstimmungen und derjenigen anderer Kantone. So dürfte sich ein Vergleich mit Bern aufdrängen, wo im Zeitraum von 1869—1910 die ablehnenden Entscheide die annehmenden überwiegen. Trotz den Einwänden, die mehr der etwas zu einseitigen Fragestellung als der Unternehmungsmethode gelten, wird der Historiker die Resultate Geilingers dankbar verwerten.

Basel.

Erich Gruner.